

# VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:	
ar piesūtīšanu:	bez piesūtīšanas:
par	(saņemot ekspedīcijā)
1 gadu . . . . . 22,—	1 gadu . . . . . 18,—
1/2 gadu . . . . . 12,—	1/2 gadu . . . . . 10,—
3 mēn. . . . . 6,—	3 mēn. . . . . 5,—
Piesūtīt pa pastu	1 „ . . . . . 1,70
un pie atkalpār-	Par atsevišķu
devējiem . . . . . 13,—	numuru . . . . . 10,—

**Latvijas valdības**  
Iznāk katru dienu, izņemot

-----  
**Redakcija:**  
Rīgā, pili, 2. ist. Tālrūnis 20032  
Runas stundas no 11—12



**oficiāls laikraksts**  
svētdienas un svētku dienas

-----  
**Kantoris un ekspedīcija:**  
Rīgā, pili, 1. ist. Tālrūnis 20031  
Atvērts no pulksten 9—3

**Sludinājumu maksa:**

a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindiņām . . . . .	Ls 4,—
par katru tālāku rindiņu . . . . .	„ —,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindiņu . . . . .	„ —,20
c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligat. sludin.) . . . . .	„ —,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas . . . . .	„ —,80

16. №

Ceturtdien, 1937. g. 21. janvārī

Divdesmitais gads

Starptautiska konvencija par lopu, gaļas un citu animālo vielu transitu. (Turpinājums pie Likuma par starptautiskām konvencijām lopu lipīgo slimību apkaņošanai, par lopu, gaļas un citu animālo vielu transitu un par animālo vielu (izņemot gaļas, gaļas preparātu, svaigu animālo vielu, piena un piena produktu) eksportu un importu. Valsts Prezidenta 53. pavēle armijai un flotei. Pārgrozījums Zemkopības ministrijas laboratorijas tarīfos ķīmiskām un bakterioloģiskām izmeklēšanām. Noteikumu pārgrozījums par sviesta arbitražas komiteju. Muitas departamenta rīkojumi. Iekšlietu ministr. lēmums par mir. VI. Kaulbarsa komisijas veikala slēgšanu. Kara ministrijas apgādes pārvaldes rīkojums.

## Convention internationale concernant le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale.

Convaincus qu'il est désirable et nécessaire d'établir un juste équilibre entre les préoccupations sanitaires des pays transitaires, d'une part, et les désirs légitimes du commerce international des animaux, viandes et autres produits d'origine animale;

Désireux, d'autre part, d'accorder au transit des animaux, des viandes et autres produits d'origine animale, la plus grande liberté compatible avec les exigences de la police vétérinaire et de l'hygiène publique;

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires:

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

### Article premier.

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à permettre le transit des bovidés, des solipèdes, des porcs, des moutons, des chèvres, de la volaille et de tous produits animaux originaires des pays entre lesquels est en vigueur la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux.

2. Le transit des animaux visé au chiffre 1 ci-dessus est subordonné à la notification préalable des envois faite à l'autorité vétérinaire désignée par le pays transité pour recevoir ladite notification et il s'effectuera dans les conditions déterminées aux articles suivants, compte tenu des dispositions ci-après du présent article.

Aucune notification n'est exigée pour le transit des produits animaux visés au chiffre 1 ci-dessus.

3. L'existence dans le pays d'origine de la peste bovine autorise le refus absolu de transiter.

La constatation de la peste porcine, de la fièvre aphteuse, de la clavelée, ou de la péripneumonie contagieuse des bovidés peut justifier, de la part du pays à transiter, le refus du transit des animaux réceptifs, tout compte étant tenu du nombre et de la répartition des foyers de ces infections dans le pays d'origine.

4. En cas d'apparition de la peste bovine, dans le pays d'origine, le transit des viandes et produits animaux provenant des diverses espèces de ruminants peut être interdit.

5. Le transit ne pourra en aucun cas être refusé pour les animaux et produits originaires de pays avec lesquels le pays transitaire entretient — au moment de la demande de transit — un commerce d'importation ayant pour objet les animaux et produits d'origine animale de la même espèce.

## International Convention concerning the Transit of Animals, Meat and Other Products of Animal Origin.

Being convinced that it is both desirable and necessary to establish a fair balance between the health interests of transit countries, on the one hand, and the legitimate desires of the international trade in animals, meat and other products of animal origin;

Being desirous, on the other hand, of affording the transit of animals, meat and other products of animal origin the fullest measure of freedom consistent with the requirements of veterinary health inspections and public health;

Have appointed as their Plenipotentiaries:

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions:

### Article 1.

1. The High Contracting Parties undertake to permit the transit of cattle, horses, asses, mules, etc., pigs, sheep, goats, poultry, and all animal products originating in countries Parties to the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals.

2. The transit of the animals to which paragraph 1 above relates shall be subject to previous notification of the consignments to the veterinary authority designated by the transit country for that purpose, and shall be carried out under the conditions laid down in the articles hereinafter following, due regard being had to the following provisions of the present article.

No notification shall be required for the transit of the animal products to which paragraph 1 above relates.

3. The existence of cattle plague in the country of origin justifies absolute refusal of transit.

The discovery of swine fever, foot-and-mouth disease, sheep-pox or contagious peripneumonia of bovines may justify refusal by the transit countries of the transit of animals susceptible to these diseases, regard being given to the number and position of the centres of infection in the country of origin.

4. In the case of an outbreak of cattle plague in the country of origin, the transit of meat and animal products derived from the various species of ruminants may be prohibited.

5. Transit may in no case be refused for animals and products originating in countries with which the transit country has — at the time the request for transit is made — an import trade in animals and animal products of the same kind.

### Article 2.

1. Pour être admis au transit, un certificat d'origine et de santé doit accompagner les animaux; ce certificat, inspiré des principes fixés par l'Office international des épizooties, sera conforme au modèle annexé à la présente Convention.

2. Les certificats pourront être établis, soit dans la langue du pays exportateur, soit dans la langue du pays importateur, les autorités vétérinaires du pays transitaire conservant, en cas de doute sur la teneur du document, la faculté d'en réclamer une traduction.

### Article 3.

En principe, les animaux ne doivent être transportés que dans des fourgons construits de telle façon que la chute et la projection des excréments et des matières pouvant servir de véhicules à la contagion soient rendues impossibles. Tout au moins, ces animaux ne devront-ils être expédiés que dans des fourgons munis d'aménagements réduisant au minimum la dispersion des éléments dangereux.

### Article 4.

1. Le transit des bovidés, des solipèdes, des porcs, des moutons, des chèvres et de la volaille vivants s'effectuera par les bureaux de douane et ports de débarquement ouverts au trafic de l'espèce. Le pays transitaire a le droit d'examiner l'état sanitaire des animaux à transiter, de contrôler leur certificat d'origine et de santé et de le viser en conséquence.

2. Sauf le cas où il existe au point de pénétration choisi un service de contrôle permanent, les fonctionnaires vétérinaires compétents pour l'inspection aux frontières, doivent être prévenus en temps utile — et vingt-quatre heures au moins avant leur arrivée — des transports d'animaux en transit, ainsi que du nombre d'animaux à transiter.

3. Les envois qui ne répondent pas aux conditions fixées à l'article 2, ainsi que les transports d'animaux reconnus, par les vétérinaires établis à la frontière, atteints ou suspects d'une maladie contagieuse, et les transports d'animaux qui ont voyagé avec des animaux malades ou suspects ou qui ont été en contact avec des animaux malades ou suspects, peuvent être refoulés à la station frontière d'entrée du premier État transitaire. La raison du refoulement doit être indiquée dans les papiers d'accompagnement.

4. S'il est constaté par les vétérinaires établis à la frontière des pays transitaires successifs que les transports d'animaux sont atteints ou suspects d'une maladie contagieuse, le transport sera traité dans les conditions prévues à l'article 6, alinéa 2, si le vétérinaire à la frontière du premier pays traversé a reconnu que le transport était sain et pour autant que ce fait ait été constaté et mentionné sur les certificats d'origine et de santé.

### Article 5.

Les animaux en transit ne peuvent être débarqués que sur l'autorisation et sous le contrôle d'un vétérinaire fonctionnaire de l'État transitaire ou dûment autorisé par cet État à cet effet. Ils ne peuvent être abreuvés, alimentés, nettoyés ou soumis à un traitement quelconque que dans les fourgons mêmes, sous le contrôle vétérinaire et suivant la méthode dite „du plombage à la chaîne" ou de toute autre donnant les mêmes garanties.

Dans le but de remédier aux divers inconvénients relevés au cours du transit, les pays exportateurs prendront toutes mesures propres à assurer aux animaux un chargement rationnel, une alimentation convenable et tous soins nécessaires, notamment pour éviter aux animaux toute souffrance inutile.

### Article 2.

1. In order to be allowed to pass in transit a certificate of origin and health must accompany the animals; this certificate, drawn up in accordance with the principles laid down by the International Office for Contagious Diseases of Animals, shall conform to the specimen attached to the present Convention.

2. Certificates may be drawn up in the language of either the exporting or the importing country. The veterinary authorities of the transit country shall be entitled to demand a translation in case of doubt as to the contents of the document.

### Article 3.

In principle, animals may only be transported in wagons constructed to prevent the escape or dissemination of excreta and other materials liable to transmit infection. Such animals should at any rate only be conveyed in wagons so constructed as to reduce the dissemination of infectious materials to a minimum.

### Article 4.

1. The transit of live cattle, horses, asses, mules, etc., pigs, sheep, goats and poultry shall be effected through Customs offices and ports of landing open to traffic of this character. The transit country is entitled to inspect the sanitary condition of the animals passing in transit, check their certificate of origin and health and endorse it accordingly.

2. Except where there is a permanent inspection service at the point of entry selected, the competent veterinary officers for frontier inspection must be given due notice — not later than twenty-four hours before their arrival — of consignments of animals in transit as well as of the number of such animals.

3. Consignments which do not comply with the conditions laid down in Article 2, as well as consignments of animals found by the frontier veterinary surgeons to be affected with, or suspected of, a contagious disease and consignments of animals which have been conveyed with or been in contact with affected or suspected animals may be refused admittance at the frontier station of entry of the first transit country. The reason for refusal must be stated in the accompanying papers.

4. If the frontier veterinary surgeons of the successive transit countries find that consignments of animals are affected with, or suspected of, a contagious disease, the consignments shall be dealt with in the manner referred to in Article 6, paragraph 2, if the frontier veterinary surgeons of the first transit country found that it was healthy, and provided that this fact was noted and mentioned on the certificates of origin and health.

### Article 5.

Animals in transit may only be unloaded with the permission and under the control of a Government veterinary officer of the transit country or a veterinary surgeon duly authorised for the purpose by the State. They may only be watered, fed, cleaned, or subjected to any treatment in the wagons themselves under veterinary control and subject to the so-called „chain-sealing" system or any other system offering similar guarantees.

With a view to meeting the various difficulties arising in the course of transit, the exporting countries shall take steps to see that the animals are properly loaded and suitably fed and that they receive all necessary attention, in order to avoid unnecessary suffering.



## Annexe à l'article 5.

Les Hautes Parties contractantes prendront toutes les mesures nécessaires afin d'éviter des surchargements.

Lors du chargement des ruminants et des porcs, les planchers des véhicules destinés au transport devront être recouverts d'une litière appropriée.

Les envois d'animaux vivants qui ne sont pas remis au transport dans des récipients portatifs bien clos (paniers, caisses, cages, etc.) devront être accompagnés d'un convoyeur pour les trajets de longue durée. Un convoyeur ne devra pas avoir à sa charge un plus grand nombre d'animaux qu'il n'est en mesure de soigner.

Les transports d'animaux vivants devront être acheminés par les voies les plus rapides et autant que possible par des trains de marchandises spécialement accélérés.

## Article 6.

1. Les Hautes Parties contractantes, à travers le territoire desquelles s'effectue le transit, peuvent le subordonner à l'engagement préalable du pays de destination ou des autres pays à transiter de laisser entrer les animaux sans condition.

2. En cas de constatation de la peste bovine, de la peste porcine, de la peste aviaire, de la fièvre aphteuse, de la péri-pneumonie contagieuse des bovidés, les pays à traverser pourront procéder, aux frais de l'expéditeur, à l'abatage des transports infectés. Dans ce cas, les faits doivent être nettement établis par un procès-verbal dressé par les fonctionnaires vétérinaires ayant pris part à l'inspection. S'il existe un délégué vétérinaire du pays d'origine dans les pays transitaires, il devra être informé d'urgence, afin que l'abatage puisse avoir lieu en sa présence. Une copie du procès-verbal sera envoyée à l'autorité vétérinaire centrale du pays transitaire en question.

## Article 7.

Les viandes fraîches réfrigérées, congelées ou conservées à l'état frais par d'autres procédés que le froid, ainsi que les préparations de viande, pour être admises au transit doivent être accompagnées d'un certificat d'origine et de salubrité établi suivant la disposition de l'alinéa 2 de l'article 2.

## Article 8.

1. Le transit des viandes s'effectuera, par voie ferrée, dans des wagons fermés et plombés par la douane et, par bateau, dans des parties isolées, closes et plombées par la douane.

2. Le transit des préparations de viande et des produits de la charcuterie pourra aussi se faire par colis ou caisse fermées.

3. Les wagons utilisés pour le transit des viandes fraîches devront avoir des planchers étanches.

4. Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en ce qui concerne le transit des viandes et des préparations de viande visées à l'article 7, à borner le contrôle à la frontière au simple examen des certificats. Il ne sera procédé en général à aucune ouverture de wagons, à moins que les douanes intéressées ne le jugent nécessaire pour une vérification du contenu.

5. Les Hautes Parties contractantes intéressées, s'efforceront d'organiser, autant que possible, l'examen en commun des certificats.

## Article 9.

1. Lorsque le transit des viandes visées à l'article 7 doit s'effectuer à travers le territoire d'une ou de plusieurs des Hautes Parties contractantes et à destination du territoire de l'une d'elles il ne peut être subordonné à aucune autorisation préalable.

2. Si un envoi de viandes visées à l'article 7 est refusé par le pays destinataire, à l'égard duquel la Convention est en vigueur, il appartiendra à ce dernier de prendre les mesures qu'il jugera opportunes, sans que celles-ci puissent, en aucun cas, consister dans le refoulement de la marchandise sur le terrain du dernier pays transitaire.

3. Lorsqu'il s'agit du transit de viandes visées à l'article 7 et destinées à un pays à l'égard duquel la présente Convention n'est pas en vigueur, les Hautes Parties contractantes peuvent subordonner l'admission de ce transit à l'engagement préalable du pays de destination de laisser entrer ces viandes sans condition.

## Annex to Article 5.

The High Contracting Parties shall take all necessary measures to avoid overloading.

In the loading of ruminants and pigs, the floors of the transporting vehicles shall be covered with proper litter.

Consignments of live animals which are not transported in properly closed portable containers (baskets, boxes, cages, etc.) must be accompanied by a person in charge on long journeys. The latter must not be in charge of a greater number of animals than he can look after.

Transports of live animals must be sent by the quickest route and, as far as possible, by specially accelerated goods trains.

## Article 6.

1. The High Contracting Parties, through whose territory the transit is to be effected, may make the transit subject to a previous undertaking by the country of destination or other transit countries to admit such animals unconditionally.

2. If cattle plague, swine fever, fowl plague, foot-and-mouth disease or contagious peri-pneumonia of cattle is discovered, the transit countries may, at the forwarder's expense, slaughter the infected consignments. In such cases, the circumstances must be clearly stated in a report drawn up by the veterinary officers who took part in the inspection. If there is a veterinary representative of the country of origin in the transit country, he shall be immediately notified in order that he may be present at the slaughter. A copy of the report must be sent to the central veterinary authority of the country of origin by the central veterinary authority of the transit country concerned.

## Article 7.

Meat, fresh, chilled, frozen or preserved in a fresh state otherwise than by cold, as well as meat preparations, must, in order to be allowed to pass in transit, be accompanied by a certificate of origin and of freedom from contamination drawn up in accordance with the provisions of Article 2, paragraph 2.

## Article 8.

1. Meat shall be conveyed in transit by rail in wagons closed and sealed by the Customs authorities, or by boat in isolated compartments, closed and sealed by the Customs authorities.

2. Meat preparations and pork-butcher's wares may also be conveyed in transit in closed packages or cases.

3. Wagons used for the transit of fresh meat must have impermeable floors.

4. As regards the transit of the meat and meat preparations referred to in Article 7, the High Contracting Parties undertake to confine frontier inspection to a simple examination of the certificates. Wagons will usually only be opened if the Customs authorities concerned consider this necessary in order to check the contents.

5. The High Contracting Parties concerned will endeavour as far as possible to arrange for joint inspection of the certificates.

## Article 9.

1. When the transit transport of meat to which Article 7 relates is to be effected through the territory of one or more of the High Contracting Parties and has as its destination the territory of one of the High Contracting Parties, it shall not be subject to any previous authorisation.

2. If a consignment of meat referred to in Article 7 is refused by the country of destination, in respect of which the present Convention is in force, it shall rest with the latter to take such steps as it may consider desirable, other than turning back the consignment on to the territory of the last country of transit.

3. In the case of transit of meat to which Article 7 relates having as its destination a country in respect of which the present Convention is not in force, the High Contracting Parties may make the transit subject to a previous undertaking by the country of destination to admit such meat unconditionally.

4. Le même engagement préalable de la part d'un pays transitaire à l'égard duquel la présente Convention n'est pas en vigueur peut être exigé.

## Article 10.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à laisser également transiter les produits d'origine animale autres que ceux visés à l'article 7, à condition que ces produits soient accompagnés, s'il y a lieu, du certificat prévu par ce même article.

## Article 11.

Le transit des viandes et de tous les autres produits d'origine animale pouvant servir de véhicules à la contagion s'effectuera par les bureaux de douane et ports de débarquements ouverts au trafic de l'espèce. Pour ce choix, il sera tenu compte, dans toute la mesure du possible des intérêts légitimes du commerce international.

## Article 12.

Les bureaux de douane et les ports visés aux articles 4 et 11 seront dotés d'installations permettant d'assurer de façon suffisante les opérations du service sanitaire.

## Article 13.

Au cas où les mesures prévues ci-dessus s'avèreraient insuffisantes et où les épizooties auraient été importées dans un pays par suite du transit d'animaux vivants, de viandes, ou de produits d'origine animale, le transit en provenance des pays d'où l'épizootie a été importée pourra être refusé par le pays contaminé par suite du transit aussi longtemps que le danger existe.

## Article 14.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se faire connaître réciproquement et sans retard toutes prohibitions et restrictions relatives au transit des animaux vivants, de viandes et de produits d'origine animale ainsi que la suppression de ces mesures.

## Article 15.

Rien dans la présente Convention ne saurait porter atteinte aux dispositions de toute autre Convention, traité ou accord conclu ou à conclure entre certains des Hautes Parties contractantes, aux termes duquel un traitement plus favorable que le traitement établi par la présente Convention pour le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale est ou serait accordé au transit desdits animaux et produits d'une autre Haute Partie contractante.

## Dispositions finales.

## Article 16.

(Règlement des différends.)

1. S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les parties concernant le règlement des différends internationaux.

2. Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au Statut de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

## Article 17.

(Langues, date.)

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

## Article 18.

(Signature, ratification.)

1. La présente Convention pourra être signée jusqu'au 15 février 1936 au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout État non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué à cet effet copie de la présente Convention.

4. The same previous undertaking may be required from a transit country in respect of which the present Convention is not in force.

## Article 10.

The High Contracting Parties undertake to allow animal products other than those referred to in Article 7 to pass also in transit, provided that such products are accompanied, when necessary, by the certificate referred to in that article.

## Article 11.

The transit of meat and of all other animal products liable to carry infection shall be effected through Customs offices and ports of landing open to traffic of this kind. In selecting these, regard shall be had as far as possible to the legitimate interests of international trade.

## Article 12.

The Customs offices and ports to which Articles 4 and 11 relate shall be equipped with installations to permit of sanitary duties being efficiently carried out.

## Article 13.

Should the measures above referred to prove inadequate and should contagious disease be introduced into a country as a result of the transit of live animals, meat or animal products, the country so infected may, while the danger exists, refuse to allow transit from the countries from which the contagion was conveyed.

## Article 14.

The High Contracting Parties undertake to notify one another without delay of all prohibitions and restrictions affecting the transit of live animals, meat and animal products, or the cancellation of such measures.

## Article 15.

Nothing in the present Convention shall affect the provisions of any other Convention, Treaty or Agreement at any time concluded between any of the High Contracting Parties, under which more favourable treatment than that laid down in the present Convention for the Transit of Animals, Meat and Other Animal Products is, or may in the future be, granted for the transit of the said animals and products of another High Contracting Party.

## Final Provisions.

## Article 16.

(Settlement of Disputes.)

1. If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the Parties providing for the settlement of international disputes.

2. In case there is no such agreement in force between the Parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall, at the request of any one of the Parties, be referred to the Permanent Court of International Justice if all the Parties to the dispute are Parties to the Protocol of December 16th, 1920, relating to the Statute of that Court and if any of the Parties to the dispute is not a Party to the Protocol of December 16th, 1920, to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

## Article 17.

(Languages and Date.)

The present Convention, of which the English and French texts are both authoritative, shall bear this day's date.

## Article 18.

(Signature and Ratification.)

1. The present Convention may be signed until February 15th, 1936 on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention for the purpose.



2. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

3. La ratification ne pourra produire ses effets que si la Haute Partie contractante est déjà liée par la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, du fait d'une ratification ou d'une adhésion définitive et à partir du moment où son obligation en vertu de ladite Convention sera entrée en vigueur.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera le dépôt des instruments de ratification à tous les Membres de la Société des Nations et aux États non membres visés au paragraphe 1 du présent article en mentionnant si la condition indiquée au paragraphe 3 se trouve remplie.

## Article 19.

## (Adhésion.)

1. A partir du 16 février 1936, tout Membre de la Société des Nations et tout État non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention pourra y adhérer.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

3. L'adhésion ne produira ses effets que si la Haute Partie contractante est déjà liée par la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, du fait d'une ratification ou d'une adhésion définitive et à partir du moment où son obligation en vertu de la première Convention sera entrée en vigueur.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera le dépôt des instruments d'adhésion à tous les Membres de la Société des Nations et aux États non membres visés au paragraphe 1 du présent article en mentionnant si la condition indiquée au paragraphe 3 se trouve remplie.

## Article 20.

## (Entrée en vigueur.)

1. Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que cinq ratifications ou adhésions remplissant la condition indiquée au paragraphe 3 de l'article 18 et au paragraphe 3 de l'article 19 auront été déposées.

2. Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout État non membre visé à l'article 18 par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

## Article 21.

1. La présente Convention sera enregistrée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations quatre-vingt-dix jours après la date du procès-verbal visé à l'article 20. Elle entrera alors en vigueur.

2. A l'égard de chacun des Membres ou États non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt de cet instrument.

## Article 22.

## (Durée, dénonciation.)

1. La présente Convention aura une durée de deux ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Elle restera en vigueur pour une nouvelle période de quatre ans et ainsi de suite vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme.

3. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations.

4. La présente Convention cessera d'être en vigueur à l'égard d'une Haute Partie contractante quand, par suite d'une dénonciation de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, dénonciation ayant sorti ses effets, la Haute Partie contractante aura cessé d'être partie à cette Convention.

5. Le Secrétaire général de la Société des Nations informera tous les Membres de la Société des Nations et les États non membres visés au paragraphe 1 de l'article 18 de la notification de la dénon-

2. The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations.

3. The ratification shall not take effect unless the High Contracting Party is already bound by the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals by a ratification or a definitive accession and that Party's obligation under the same has already entered into force.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall notify the deposit of the instruments of ratification to all Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in paragraph 1 of the present article, at the same time stating whether the condition specified in paragraph 3 is fulfilled.

## Article 19.

## (Accession.)

1. On and after February 16th, 1936, any Member of the League of Nations and any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention may accede to it.

2. The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations.

3. Accession shall not take effect unless the High Contracting Party is already bound by the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals by a ratification or a definitive accession, and that Party's obligation under the same has already entered into force.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall notify the deposit of the instruments of accession to all Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in paragraph 1 of the present article, at the same time stating whether the condition specified in paragraph 3 is fulfilled.

## Article 20.

## (Entry into Force.)

1. The Secretary-General of the League of Nations will draw up a procès-verbal when five ratifications or accessions, complying with the condition laid down in paragraph 3 of Article 18 and in paragraph 3 of Article 19, have been received.

2. A certified true copy of this procès-verbal shall be transmitted by the Secretary-General of the League of Nations to all the Members of the League of Nations and to all non-member States mentioned in Article 18.

## Article 21.

1. The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations ninety days after the date of the procès-verbal mentioned in Article 20. It will come into force on that date.

2. In respect of each Member or non-member State on whose behalf any instrument of ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall come into force ninety days after the date of the deposit of such instrument.

## Article 22.

## (Duration and Denunciation.)

1. The duration of the present Convention shall be for two years from its entry into force.

2. It shall remain in force for a further period of four years, and subsequently in respect of such Contracting Parties as have not denounced it at least six months before the expiry of the period.

3. The denunciation shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations.

4. The present Convention shall cease to be in force as regards any High Contracting Party when, as a result of denunciation of the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals, the High Contracting Party has ceased, such denunciation having duly taken effect, to be a party to that Convention.

5. The Secretary-General of the League of Nations shall inform all Members of the League of Nations and non-member States referred to in paragraph 1 of Article 18 of all notices of denunciation of the

ciation de la présente Convention ou de la notification de la dénonciation de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, dénonciation qui produira au regard de la présente Convention le même effet.

## Article 23.

## (Application aux colonies, protectorats, etc.)

1. Sauf déclaration contraire d'une Haute Partie contractante lors de la signature, lors de la ratification ou lors de l'adhésion, les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

2. Cependant, les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de signer la Convention ou d'y adhérer suivant les conditions des articles 18 et 19 pour leurs colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous leur suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat leur a été confié.

3. Elles se réservent également le droit de la dénoncer séparément suivant les conditions de l'article 22.

4. La présente Convention ne pourra pas s'appliquer aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous la suzeraineté d'une Haute Partie contractante ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié, si la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux n'est pas en vigueur ou a cessé d'être en vigueur pour ladite Haute Partie contractante dans les pays susmentionnés.

## Article 24.

## (Révision.)

1. Des conférences de révision pourront être convoquées en vue d'apporter à la Convention les changements dont l'expérience aurait fait apparaître l'utilité.

2. Une conférence de révision sera convoquée par le Secrétaire général de la Société des Nations chaque fois que la demande lui en sera faite au moins par cinq des Hautes Parties contractantes.

Celles-ci indiqueront sommairement les changements qu'elles proposent et les motifs de ces changements.

3. A moins que l'unanimité des Hautes Parties contractantes n'y consente, aucune demande visant la convocation d'une conférence de révision qui se tiendrait moins de deux ans après la mise en vigueur de la Convention ou quatre ans après la clôture d'une précédente conférence de révision ne sera recevable.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations préparera avec le concours de l'Office international des épizooties les travaux des conférences de révision.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève le vingt février mil neuf cent trente-cinq, en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Membres de la Société et aux États non membres visés à l'article 18.

Bulgarie

N. ANTONOFF

France

V. DROUIN

Italie

C. BISANTI

Lettonie

J. FELDMANS

Pays-Bas

Pour le Royaume en Europe  
C. van RAPPARD

Pologne

Titus KOMARNICKI

Roumanie

C. ANTONIADE

present Convention or of the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals, denunciation of the latter being counted as denunciation of the present Convention.

## Article 23.

## (Application to Colonies, Protectorates, etc.)

1. In the absence of a contrary declaration by one of the High Contracting Parties at the time of signature, ratification or accession, the provisions of the present Convention shall not apply to colonies, protectorates, overseas territories, territories under its suzerainty or territories in respect of which a mandate has been entrusted to it.

2. Nevertheless, the High Contracting Parties reserve the right to sign the Convention or to accede thereto, in accordance with the provisions of Articles 18 and 19, for their colonies, protectorates, overseas territories, territories under their suzerainty or territories in respect of which a mandate has been entrusted to them.

3. They further reserve the right to denounce the Convention separately, in accordance with the provisions of Article 22.

4. The present Convention shall not be applicable to colonies, protectorates, overseas territories, territories under the suzerainty of a High Contracting Party or territories in respect of which a mandate has been entrusted to it if the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals is not in force, or has ceased to be in force in so far as the said High Contracting Party is concerned, in the above-mentioned countries.

## Article 24.

## (Revision.)

1. Conferences for the revision of the present Convention may be called with a view to making such changes therein as experience may have shown to be useful.

2. A conference for the revision of the present Convention shall be called by the Secretary-General of the League of Nations whenever so requested by not less than five of the High Contracting Parties.

The latter shall indicate succinctly the changes they propose and the reasons for such changes.

3. In default of the unanimous consent of the High Contracting Parties, no demand for the calling of a conference for the revision of the present Convention within less than two years from the entry into force of the Convention or four years from the end of a previous conference for its revision shall be admissible.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall prepare the work of conferences for the revision of the present Convention with the co-operation of the International Office for Contagious Diseases of Animals.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva the twentieth day of February, one thousand nine hundred and thirty-five, in a single copy, which shall be kept in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which a certified true copy shall be delivered to all the Members of the League and the non-member States referred to in Article 18.

Bulgaria

France

Italy

Latvia

The Netherlands

Poland

Roumania



Suisse

FLÜCKIGER

Tchécoslovaquie

Le délégué de la Tchécoslovaquie déclare, au moment de la signature de la Convention, que son Gouvernement n'estime pas pouvoir renoncer au droit de subordonner le transit des animaux à travers son territoire à une autorisation préalable. Il déclare en même temps que son Gouvernement est décidé à faire, dans la pratique, du droit qu'il se réserve, un usage aussi libéral que possible, en se conformant aux principes qui sont à la base de la présente convention destinée à faciliter le transit des animaux et des produits animaux.

Rodolphe KÜNZL-JIZERSKÝ

ANNEXE.

## 1. Modèle de certificat d'origine et de santé.

Le soussigné ..... (nom et titre du vétérinaire fonctionnaire de l'État ou agréé par l'État) certifie avoir visité le ..... (date de la visite en toutes lettres) l'animal ..... dont le signalement suit:

et les avoir reconnus sains et exempts de toute maladie contagieuse.

Certifie en outre qu'il n'existait depuis quarante jours ni dans la commune d'origine, ni dans les communes voisines dans un rayon de vingt kilomètres, non plus que dans les localités parcourues jusqu'au lieu d'embarquement

par voie ferrée } aucun cas de péripneumonie contagieuse, de fièvre aphteuse, de clavelée, de peste porcine ou de peste aviaire.

Fait à ..... (la date en lettres)

Signature du vétérinaire avec mention de sa qualité

(Timbre ou cachet officiel).

## 2. Modèle de certificat d'origine et de salubrité.

Le soussigné ..... (nom et titre du vétérinaire fonctionnaire de l'État de provenance) certifie que les produits d'origine animale dont la désignation suit: ..... (poids) ..... (nature des marchandises) ..... portant les marques ci-après:

expédiés de ..... (localité d'expédition) par ..... (nom et adresse de l'expéditeur)

et destinés à ..... (nom et adresse du destinataire)

transportés par ..... (mode de transport, nom du navire, s'il y a lieu)

proviennent en totalité d'animaux soumis à l'inspection vétérinaire et reconnus sains avant et après l'abatage, qu'ils ne contiennent aucune substance antiseptique et qu'ils ont été préparés et expédiés suivant les exigences de l'hygiène alimentaire.

Fait à ..... le ..... (la date en lettres)

(Timbre ou cachet officiel).

Signature du vétérinaire avec mention de sa qualité.

Tulkojums.

### Starptautiska konvencija par lopu, gaļas un citu animalo vielu transitu.

pārliecināti, ka ir vēlams nodibināt taisnīgu līdzsvaru starp transitvalstu sanitārām interesēm un lopu, gaļas un citu animalo vielu starptautiskās tirdzniecības pamatotām vajadzībām;

vēlēdamies bez tam piešķirt lopu, gaļas un citu animalo vielu transitam vislielāko brīvību, samērīgu ar veterinārās uzraudzības un sabiedriskās higiēnas prasījumiem; iecēluši par saviem pilnvarniekiem:

kuŗi, uzrādījuši savas pilnvaras, kas atbilst labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekojošiem noteikumiem:

1. pants.

1. Augstās Līdzējas puses apņemas atļaut transitēt liellopus, viennadžus (zirgus, ēzeļus, mūļus u. t. t.), cūkas, aitas, kazas, mājputnus un visas animalās vielas, kas cēlušās valstīs, kuŗu starpā ir spēkā starp-

Switzerland

Czechoslovakia

## 1. Specimen Certificate of Origin and Health.

I, the undersigned ..... (name and qualification of the Government veterinary officer or veterinary surgeon in private practice approved by the State) certify having inspected on ..... (date in words of the inspection) the animal or animals hereinunder described:

and found them to be healthy and free from any contagious disease.

I, the undersigned, further certify that there has not been any case of contagious peri-pneumonia, foot-and-mouth disease, sheep-pox, swine fever or fowl plague for the last forty days either in the commune of origin or in neighbouring communes within a radius of twenty kilometres, or in the districts traversed on the way to the place of loading by rail or water.

Done at ..... (date in words).

(Signature of veterinary surgeon, stating qualifications.)

(Official stamp or seal.)

## 2. Specimen Certificate of Origin and Freedom from Contamination.

I, the undersigned ..... (name and qualification of the Government veterinary officer of the State of provenance) certify that the animal products hereinunder described: ..... (weight) ..... (nature of goods) ..... marked as under:

consigned from (place of consignment) by (name and address of consignor) to (name and address of consignee) in transport by (form of transport and, if transport is by water, name of vessel) are entirely derived from animals submitted to veterinary inspection and found in healthy condition before and after slaughter, and contain no preservative substance, and have been prepared and consigned in accordance with the requirements of food hygiene.

Done at ..... on (date in full).....

(Signature of veterinary surgeon, stating qualifications.)

(Official stamp or seal.)

tautiskā konvencija lopu lipīgo slimību apkarošanai.

2. Lopu transita sūtījumi, uz ko attiecas augšējais 1. paragrafs, iepriekš jānotificē veterinārai iestādei, kuŗu transitvalsts izraudzījusi šim nolūkam, un transits jāizdara saskaņā ar turpmākos pantos paredzētiem nosacījumiem, ievērojot šā panta sekojošos noteikumus.

Iepriekšējā 1. paragrafā paredzēto animalo vielu transitam nav pieprasāma nekāda notiikacija.

3. Ja izcelšanās valstī parādās liellopu mēris, tad ir tiesība pilnīgi aizliegt transitu.

Cūku mēra, purnu un nagu sērgas, aitu baku vai liellopu lipīgās plaušu sērgas konstatēšana var attaisnot transitvalsts aizliegumu transitēt lopus, kas var saslimt ar šīm sērgām, ievērojot pie tam šo infekciju perēkļu skaitu un izplatību izcelšanās valstī.

4. Ja izcelšanās valstī parādās liellopu mēris, var aizliegt transitēt gaļu un animalās vielas, kas ceļas no dažādām gremotāju dzīvnieku sugām.

5. Nekādā gadījumā nevar liegt transitēt lopus un animalās vielas, kas ceļas

valstī, ar kuŗu transita pieprasījuma brīdī transitvalsts uztur importa tirdzniecību ar tādiem pašiem lopiem un animalām vielām.

2. pants.

1. Lai pielautu transitēt lopus, tiem jā-sūta līdz izcelšanās un sanitārā apliecība: šai apliecībai, kas sastādāma saskaņā ar Starptautiskā lopu sērgu biroja noteiktiem principiem, jāskaidro ar šai konvencijai pievienoto paraugu.

2. Apliecības var izrakstīt vai nu eksportētājās vai importētājās valsts valodā, pie kam gadījumā, ja rastos šaubas par dokumenta saturu, transitvalsts veterinārās iestādes var prasīt tulkojumu.

3. pants.

Principā jāpārvaldā tikai tā ierīkotos vagonos, ka izkārņījumiem un tādām vielām, kuŗas varētu pārnest sērgas, nav iespējams izkrist un izšķiesties. Šie lopi jāpārvaldā vismaz tādos vagonos, kas apgādāti ar ierīcēm, kuŗas samazina līdz minimumam bistamu vielu izšķiešanas.

4. pants.

1. Dzīvu liellopu, viennadžu, cūku, aitu, kazu un mājputnu transits izdarāms caur muitnicām un izkraušanas ostām, kas atklātas šāda veida kustībai. Transitvalstij ir tiesība pārbaudīt transitējamo lopu sanitāro stāvokli, kontrolēt viņu izcelšanās un sanitāro apliecību un taisīt uz tās attiecīgās atzīmes.

2. Izņemot gadījumu, kad izraudzītā ievēšanas punktā pastāv nepārtraukts kontroles dienests par transitējamo lopu transportu, kā arī par lopu skaitu jāpaziņo laikus, vismaz divdesmit četras stundas pirms transporta pienākšanas, piekritīgiem pierobežas inspekcijas veterināriem.

3. Sūtījums, kas neatbilst 2. panta noteikumiem, kā arī lopu transportus, kuŗos pierobežas veterinārārsti atzinuši lopus par saslimušiem ar sērgu vai sērgā aizdomīgiem, un lopu transportus, kas sūtīti kopā ar sasirgušiem vai aizdomīgiem lopiem vai kas bijuši sakarā ar sasirgušiem vai aizdomīgiem lopiem, var, ievēdot pirmās transitvalsts robežstacijā, raidīt atpakaļ. Atpakaļraidīšanas iemesls jāmin pavaddokumentos.

4. Kad savā starpā sekojošu transitvalstu pierobežu veterinārārsti konstatē, ka lopu transporti ir aplīpuši ar sērgu vai sērgā aizdomīgi, tad ar transportu jāapietas pēc 6. panta 2. rindkopas noteikumiem, ja pirmās transitvalsts pierobežas veterinārārsti atzinis transporta lopus par veselīgiem un ciktāl šis fakts konstatēts un minēts izcelšanās un sanitārās apliecībās.

5. pants.

Transitējamos lopus var izkraut tikai ar atļauju un transitvalsts veterināriem vai viņas pienācīgi pilnvarota veterinārārsta pārraudzībā. Tos var dzirdīt, barot, tītīt vai citādi ar tiem nodarboties tikai vagonos veterinārā pārraudzībā un pielietojot tā saucamo „kēdes plombēšanas” metodi, vai jebkuŗu citu metodi, kas dod tādu pašu drošību.

Lai izvairītos no dažādām grūtībām, kas rastos transitēšanas laikā, izvedējam valstij jāspēj visādi soļi, lai nodrošinātu lopu racionālu iekraušanu, pienācīgu barošanu un pilnīgu nepieciešamo kopšanu, it sevišķi, lai novērstu lopiem liekas ciešanas.

Pielikums pie 5. panta.

Augstām Līdzējam pusēm jāspēj visi vajadzīgie soļi, lai novērstu iekraušanu virs normas.

Iekraujot gremotājus un cūkas, pārvaldāšanai paredzēto braucamo līdzekļu grīdas jāaplūš ar piemērotu segu.

Tādu dzīvu lopu sūtījumiem, kuŗi netiek nodoti transportam kārtīgi noslēgtos pārnēsājamos iesaiņojumos (grozos, kastēs, sprostos u. t. t.), garos ceļos jābūt jābūt līdzīgi pavadonis. Pavadona gādībā nevar atrasties lielāks lopu skaits, nekā viņš spēj apkopt.

Dzīvu lopu sūtījumi jāved pa visisākiem ceļiem un pēc iespējas ar īpaši paātrinātiem preču vilcieniem.

6. pants.

1. Augstās Līdzējas puses, caur kuŗu teritorijām notiek transits, var to nostādīt atkarībā no savēmes valsts vai citu transitvalstu iepriekšēja apsolījuma ielaist lopus bez nosacījumiem.

2. Ja konstatēts liellopu mēris, cūku mēris, putnu mēris, purnu un nagu sērga vai liellopu lipīgā plaušu sērga, transitvalsts var uz nosūtītāja rēķinu sērgām aplīpušā sūtījuma dzīvniekus nokaut. Šajā gadījumā apstākļi skaidri jākonstatē protokolā, ko sastāda pārbaudē piedalījušies veterināriem. Ja transitvalstī atrodas izcelšanās valsts veterinārpārštāvis, viņš ne-

kavējoties jāinformē, lai nokaušana varētu notikt viņa klātbūtnē. Protokola noraksts jānosūta attiecīgās transitvalsts centrālajai veterināriestādei.

7. pants.

Lai pielautu transitēt svaigu vēsinātu, saldētu vai citādi, nekā ar aukstumu, svaigā veidā konservētu gaļu, kā arī gaļas preparātus, tiem jābūt līdz izcelšanās un neapliņšanas apliecība, kas izgatavota saskaņā ar 2. panta 2. rindkopas noteikumiem.

8. pants.

1. Gaļas transitam pa dzelzceļu jānotiek noslēgtos un muitnīcas aizplombētos vagonos, bet transitam ar kuŗi — noslēgtos un muitnīcas aizplombētos nodalījumos.

2. Gaļas preparātus un cūkgaļas ražojumus var transitēt arī saiņos vai noslēgtās kastēs.

3. Svaigas gaļas transitam izlietojamiem vagoniem jābūt ar tādām grīdām, kas nelaiž cauri mitrumu.

4. Attiecībā uz 7. pantā paredzētās gaļas un gaļas preparātu transitu Augstās Līdzējas puses apņemas pierobežas kontrolē aprobežoties vienīgi ar apliecību pārbaudi. Vagoni parasti atverami tikai tad, ja ieinteresētās muitas iestādes ieskata to par vajadzīgu, lai pārbaudītu saturu.

5. Ieinteresētās Augstās Līdzējas puses apņemas pēc iespējas noorganizēt atļauju kopīgu pārbaudi.

9. pants.

1. Ja 7. pantā paredzētās gaļas transitam jānotiek caur vienas vai vairāku Augsto Līdzēju pusu teritorijām uz kādas šās puses teritoriju, tad tam nav vajadzīga nekāda iepriekšēja atļauja.

2. Ja kādu 7. pantā paredzētās gaļas sūtījumu atraida adresāte valsts, kuŗā šī konvencija ir spēkā, šai valstij piekrit spert tādus soļus, kādus viņa atzīst par vēlamīgiem, bet šie soļi nekādā gadījumā nevar izpausties preces atpakaļ nosūtīšanā uz pēdējās transitvalsts teritoriju.

3. Ja ir jātransitē 7. pantā paredzētā gaļa, kas nosūtāma uz tādu valsti, kuŗā šī konvencija nav spēkā, Augstās Līdzējas puses var transitu nostādīt atkarībā no adresātes valsts iepriekšēja apsolījuma ielaist šo gaļu bez nosacījumiem.

4. Tādu pašu iepriekšēju apsolījumu var prasīt no transitvalsts, kuŗā šī konvencija nav spēkā.

10. pants.

Augstās Līdzējas puses apņemas atļaut transitēt arī citādas animalas vielas, nekā 7. pantā paredzētas, ar nosacījumu, ka šīm vielām vajadzības gadījumā jābūt līdzīgai pašā pantā paredzētā apliecība.

11. pants.

Tādas gaļas un visādu citu tādu animalo vielu transitam, kuŗas var būt par sērgu izplatītājiem, jānotiek caur šai kustībai paredzētām muitnīcām un izkraušanas ostām. Šajā izvēlē cik vien iespējams plaši jāievēro starptautiskās tirdzniecības dibinātās prasības.

12. pants.

4. un 11. pantā paredzētās muitnīcas un ostas jāapgādā ar ierīcēm, kas dod iespēju pienācīgi izpildīt sanitārā dienesta pienākumus.

13. pants.

Ja augstāk paredzētie soļi izrādītos nepietiekoši un ja kādā valstī ar dzīvu lopu, gaļas vai animalo vielu transitu ievestu lopu sērgas, šī sērgas piemeklētā valsts var aizliegt transitu no tām valstīm, no kuŗām sērga ievesta, tik ilgi, kamēr pastāv briesmas.

14. pants.

Augstās Līdzējas puses apņemas nekavējoties paziņot viena otrai par visiem aizliegumiem un ierobežojumiem attiecībā uz dzīvu lopu, gaļas un citu animalo vielu transitu, kā arī par šo līdzekļu atcelšanu.

15. pants.

Nekas šajā konvencijā nevar ietekmēt jebkuŗas citas dažu Augsto Līdzēju pusu starpā noslēgtās vai noslēdzamās konvencijas, līguma vai vienošanās noteikumus, saskaņā ar kuŗiem kādas Augstās Līdzējas puses lopu, gaļas un citu animalo vielu transitam paredzēti vai tiks paredzēti labvēlīgāki apstākļi, nekā šajā konvencijā par lopu, gaļas un citu animalo vielu transitu.

Beigu noteikumi.

16. pants.

(Strīdu nokārtošana.)

1. Ja Augsto Līdzēju pusu starpā izceļas kāds strīds par šās konvencijas iztulkošanu vai piemērošanu un ja šo strīdu nav izdevies apmierinoši atrisināt diplomātiskā ceļā, tad tas jākārto saskaņā ar pusu



starpā spēkā esošiem noteikumiem par starptautisko strīdu kārtotāšanu.

2. Ja strīdā stāvošo pusu starpā šādi noteikumi nepastāvētu, tad tām strīds jānodod kārtotāšanai arbitražas vai tiesas ceļā. Kad nepanāk vienošanos par citu tiesu, strīds nododams uz vienas puses pieprasījumu Pastāvīgai Starptautiskajai tiesai, ja vien visas puses piedalās 1920. gada 16. decembra protokolā par šās tiesas statutu, un ja tās visas šajā protokolā nepiedalās, tad strīds nododams tiesai, kas sastādīta saskaņā ar 1907. gada 18. oktobra Hāgas konvenciju par starptautisko strīdu nokārtošanu miera ceļā.

## 17. pants.

(Valodas, datums.)

Šī konvencija, kuŗas franču un angļu teksti ir vienādi autentiski, apzīmējama ar šās dienas datumu.

## 18. pants.

(Parakstīšana, ratifikācija.)

1. Šo konvenciju var parakstīt līdz 1936. gada 15. februārim ikviena Tautu Savienības locekļa vārdā vai ikvienas valsts-nebiedra vārdā, kam Tautu Savienības Padome šajā nolūkā piesūta konvencijas norakstu.

2. Šī konvencija ratificējama. Ratifikācijas dokumenti iesniedzami Tautu Savienības ģeneralsekretāram.

3. Ratifikācija var stāties spēkā tikai tad, ja Augstā Līdzēja puse, ratifikācijas vai galīgas pievienošanās ceļā, jau ir saistīta ar starptautisko konvenciju lopu lipīgo slimību apkarošanai, un pēc tam, kad saskaņā ar minēto konvenciju viņas saistības stājušās spēkā.

4. Tautu Savienības ģeneralsekretāram jāpaziņo par ratifikācijas dokumentu deponēšanu visiem Tautu Savienības locekļiem un valstīm - nebiedriem, kas paredzēti šā panta 1. paragrafā, atzīmējot, vai 3. paragrafā minētais nosacījums izpildīts.

## 19. pants.

(Pievienošanās.)

1. Sākot ar 1936. g. 16. februāri ikviens Tautu Savienības loceklis un ikviena valsts - nebiedrs, kam Tautu Savienības padome piesūtījusi šās konvencijas norakstu, var tai pievienoties.

2. Pievienošanās dokumenti jāiesniedz Tautu Savienības ģeneralsekretāram.

3. Pievienošanās stājas spēkā tikai tad, ja Augstā Līdzēja puse, ratifikācijas vai galīgas pievienošanās ceļā, jau ir saistīta ar starptautisko konvenciju lopu lipīgo slimību apkarošanai, un pēc tam, kad, saskaņā ar minēto konvenciju, viņas saistības stājušās spēkā.

4. Tautu Savienības ģeneralsekretāram jāpaziņo par pievienošanās dokumentu deponēšanu visiem Tautu Savienības locekļiem un valstīm - nebiedriem, kas paredzēti šā panta 1. paragrafā, atzīmējot, vai 3. paragrafā minētais nosacījums izpildīts.

## 20. pants.

(Spēkā stāšanās.)

1. Tiklīdz saņemti pieci ratifikācijas vai pievienošanās dokumenti, kas atbilst 18. panta 3. paragrafā un 19. panta 3. paragrafā minētiem nosacījumiem, Tautu Savienības ģeneralsekretāram jāstādā protokols.

2. Tautu Savienības ģeneralsekretāram jāpiesūta šā protokola apstiprināts noraksts katram Tautu Savienības loceklim un katrai 18. pantā minētai valstij - nebiedram.

## 21. pants.

1. Tautu Savienības ģeneralsekretāram jāreģistrē šī konvencija pēc deviņdesmit dienām no 20. pantā minētā protokola datuma. Līdz ar to tā stājas spēkā.

2. Attiecībā uz katru Tautu Savienības locekli vai valsti-nebiedru, kuru vārdā ratifikācijas vai pievienošanās dokumentus iesniedz vēlāk, konvencija stājas spēkā deviņdesmitā dienā pēc šo dokumentu deponēšanas.

## 22. pants.

(Ilgums, uzteikšana.)

1. Šī konvencija ir spēkā divus gadus, skaitot no tās spēkā stāšanās dienas.

2. Tā paliek spēkā jaunam četrus gadu laiku spridim un tā joprojām attiecībā uz tām Līdzējām pusēm, kas to neuzteic mazākais sešus mēnešus pirms šā laika noteikuma.

3. Uzteikšana izdarāma ar Tautu Savienības ģeneralsekretāram piesūtītu rakstisku notifikāciju.

4. Šī konvencija vairs nav spēkā attiecībā uz kādu Augsto Līdzēju pusi, ja, uzteicot starptautisko konvenciju lopu lipīgo slimību apkarošanai un šim uzteikumam stājoties spēkā, šī Augstā Līdzēja puse vairs nepiedalās minētā konvencijā.

5. Tautu Savienības ģeneralsekretāram jāpaziņo visiem Tautu Savienības locekļiem un 18. panta 1. paragrafā paredzētām valstīm - nebiedriem par šās konvencijas uzteikuma notifikāciju vai par starptautiskās konvencijas lopu lipīgo slimību apkarošanai uzteikuma notifikāciju, pie kam šis pēdējais uzteikums uzskatāms arī par šās konvencijas uzteikumu.

## 23. pants.

(Piemērošana kolonijām, protektorātiem u. t. t.)

1. Ja kāda Augstā Līdzēja puse nedeklarē pretējo parakstīšanas, ratifikācijas vai pievienošanās brīdī, tad šās konvencijas noteikumi neattiecas uz kolonijām, protektorātiem, aizjūras teritorijām, viņas suverenitātei pakļautām teritorijām vai tām teritorijām, par kuŗām viņai uzticēts mandats.

2. Tomēr Augstās Līdzējas puses patur sev tiesību parakstīt konvenciju vai tai pievienoties, saskaņā ar 18. un 19. panta nosacījumiem, viņu koloniju, protektorātu, aizjūras teritoriju, viņu suverenitātei pakļauto teritoriju vai to teritoriju vārdā, par kuŗām viņām uzticēts mandats.

3. Tāpat viņas patur tiesību konvenciju uzteikt atsevišķi saskaņā ar 22. panta nosacījumiem.

4. Šo konvenciju nevar piemērot kolonijām, protektorātiem, aizjūras teritorijām vai kādas Augstās Līdzējas puses suverenitātei pakļautām teritorijām vai tām teritorijām, par kuŗām viņai uzticēts mandats, ja šai Augstai Līdzējai pusei augstāk minētās teritorijās nav spēkā starptautiskā konvencija lopu lipīgo slimību apkarošanai, vai ja tās spēkā esamība tajās izbeigusies.

## 24. pants.

(Revīzija.)

1. Revīzijas konferences var sasaukt, lai izdarītu konvencijā grozījumus, kuŗu derīgumu pierādījusi prakse.

2. Revīzijas konference jāsasauc Tautu Savienības ģeneralsekretāram katru reizi, kad to viņam pieprasa vismaz piecas Augstās Līdzējas puses.

Pēdējām isumā jāaprāda grozījumi, ko viņas ierosina, un šo grozījumu motīvi.

3. Kad visas Augstās Līdzējas puses nepiekrīt vienbalsīgi, tad nav pieņemams neviens pieprasījums par revīzijas konferences sasaukšanu agrāk kā pēc diviem gadiem no konvencijas spēkā stāšanās vai pēc četriem gadiem no iepriekšējās revīzijas konferences beigām.

4. Tautu Savienības ģeneralsekretāram ar Starptautiskā lopu sērgu hiroja palīdzību jāorganizē konferences darbi.

Šo apliecinot, augstāk minētie pilnvarnieki parakstīja šo konvenciju.

Izgatavota Ženēvā, tūkstoš deviņi simti trīsdesmit piektā gada divdesmitā februārī, vienā eksemplārā, kas uzglabājams Tautu Savienības sekretariāta arhīvā un kuŗa apstiprināti noraksti jāpiesūta visiem Tautu Savienības locekļiem un visām 18. pantā minētām valstīm - nebiedriem.

Bulgarija N. ANTONOFF.

Francija V. DROUIN.

Itālija C. BISANTI.

Latvija J. FELDMANS.

Holande Kēniņvalstij Eiropā  
C. van RAPPARD.

Polija TITUS KOMARNICKI.

Rumānija C. ANTONIADE.

Šveice FLÜCKIGER.

Čekoslovākija

Čekoslovākijas delegāts šās konvencijas parakstīšanas brīdī paziņoja, ka viņa valdība neuzskata par iespējamu atteikties no tiesības prasīt iepriekšēju atļauju lopu transitam caur viņas teritoriju. Tajā pašā laikā viņš deklarēja, ka viņa valdība apņemas izlietot praksē sev paturēto tiesību pēc iespējas liberāli, piemērojoties principiem, kas likti par pamatu šai konvencijai, kuŗa domāta lopu un animalo vielu transita atvieglošanai.

RODOLPHE KÜNZL-JIZERSKÝ.

## Pielikums.

1. Izcelšanās un sanitārās apliecības paraugs.

Apakšā parakstīties . . . . . (valsts dienestā stāvoša vai valsts pilnvarota veterinārārsta vārds un amats) apliecina, ka . . . . . (pārbaudes datums burtiem) viņš pārbaudījis zemāk aprakstītos lopus:

un atradis, ka tie ir veseli un neslimo ne ar kādu sērgu.

Apakšā parakstīties bez tam apliecina, ka ne izcelšanās pagastā, ne blakus pagastos, divdesmit kilometru radiusā, ne arī caurvedamos apvidos līdz iekraušanai, kas šķērsoti

ar vilcieni) ar kuģi } kopš četrdesmit dienām nav bijis neviena liellopu lipīgas plaušu sērgas, purnu un nagu sērgas, aitū baku, cūku vai putnu mēra gadījuma.

Izgatavots . . . . . (vieta, datums burtiem).

(Veterinārārsta paraksts ar viņa amata apzīmējumu.)

(Oficiāls spiedogs vai zīmogs.)

2. Izcelšanās un neaplipšanas apliecības paraugs.

Apakšā parakstīties . . . . . (izsūtīšanas valsts dienestā stāvoša veterinārārsta vārds un amats) apliecina, ka zemāk norādītās animalas vietas:

. . . . . (svars) . . . . .  
. . . . . (preču veids) . . . . .

kuŗām ir šādas zīmes:

kuŗas no . . . . . (izsūtīšanas vieta) izsūtījies . . . . . (izsūtītāja vārds un adrese)

adresētas . . . . . (adresāta vārds un adrese)

transportētas ar . . . . . (transporta veids, kuģa vārds, ja vests pa ūdeni)

visas cēlušās no lopiem, kas pakļauti veterinārai pārraudzībai un atrasti par veseliem pirms un pēc nokaušanas, nesatur nekādas antiseptiskas vielas un sagatavotas un nosūtītas saskaņā ar barības higiēnas prasījumiem.

Izgatavots . . . . . (vieta, datums burtiem).

(Oficiāls spiedogs vai zīmogs.)

(Veterinārārsta paraksts ar viņa amata apzīmējumu.)

(Turpmāk beigas.)

## Valsts Prezidenta

## 53. pavēle armijai un flotei

1937. g. 20. janvārī.

## 1. §.

Atvaļināto pavisam n. kaŗa dienesta maksimālo vecumu sasniegušo Armijas štāba kapteini Konstantinu Langrātu un piešķir viņam tiesību atvaļinājumā valkāt kaŗavīra ietēru, bet pēc pašu vēlēšanās līdz turpmākam rīkojumam Armijas štāba kapteini Alfredu Putnu un Kurzemes divīzijas pārvaldes administratīvo kapteini-leitnantu Oto Aizupieti.

## 2. §.

Pārvietoju dienesta labā Latgales artilērijas pulka kapteini Jāni Jūgu uz Vidzemes artilērijas pulku un paaugstinu par pulkvedi-leitnantu ar izdienu no šīs dienas.

## 3. §.

Pārvietoju dienesta labā un paaugstinu par kapteiniem: 6. Rīgas kājnieku pulka kapteini-leitnantu Heinrichu Šteinertu un Vidzemes artilērijas pulka kapteini-leitnantu Kārli Kalīnu — uz Kaŗa skolu, ar izdienu: pirmo no 1924. g. 21. marta un otro no 1925. g. 21. marta; 5. Cēsu kājnieku pulka kapteini-leitnantu Kārli Deksnī, 9. Rēzeknes kājnieku pulka virsleitnantu Kārli Augstkalnu, Auto-tanku pulka virsleitnantu Teodoru Bebrī un 6. Rīgas kājnieku pulka virsleitnantu Alfonu Kikutu — uz Armijas štābu, ar izdienu: pirmo no 1926. g. 7. aprīļa, otro no 1930. g. 1. septembra un pēdējo no 1931. g. 6. aprīļa; 11. Dobeles kājnieku pulka virsleitnantu Ludvigu Vitolu uz Kurzemes divīzijas pārvaldi, ar izdienu no 1932. g. 1. septembra.

## 4. §.

Pārvietoju dienesta labā: Aviācijas pulka kapteini-leitnantu Jāni Ūdentīnu un Auto-tanku pulka virsleitnantu Augustu Alksnīti — uz Techniskās divīzijas pārvaldi, 4. Valmieras kājnieku pulka virsleitnantu Juliju Kagusu uz Vidzemes divīzijas pārvaldi, 3. Jelgavas kājnieku pulka virsleitnantu Jāni Bērziņu uz Latgales divīzijas pārvaldi un Techniskās divīzijas pārvaldes virsleitnantu Valdemāru Sviķi uz Sakaru bataljonu.

## 5. §.

Pārvietoju dienesta labā: Galvenās artilērijas noliktavas kapteini L. k. o. k. Pēteri Jankavu uz Armijas štābu, Armijas štāba kapteini Pēteri Lapīnu un Intendanturas galvenās pārtikas noliktavas administratīvo virsleitnantu Edgaru Zariņu uz Apgādes pārvaldi, Smagās artilērijas pulka kapteini Adolfu Purmali uz Artilērijas inspektora štābu, Latgales divīzijas pārvaldes kapteini Albertu Tomsonu uz Galveno artilērijas noliktavu, 7. Siguldas kājnieku pulka kapteini-leitnantu Aleksandru Lūsi uz Latgales divīzijas pārvaldi, pie tam paaugstinot par kapteini ar izdienu no 1930. g. 1. septembra, Krasta artilērijas pulka virsleitnantu Marianu Avsjukeviču uz Armijas štābu un 2. Ventpils kājnieku pulka virsleitnantu Juri Kozuliņu uz 7. Siguldas kājnieku pulku, bet Eskadras štāba kapteini Valdemāru Kadiķi un Zemūdeņu divīziona kapteini Jēkabu Kīsi vienu otra vietā.

## 6. §.

Pārvietoju pēc paša vēlēšanās Sakaru bataljona kapteini Jāni Tomsonu uz Apgādes pārvaldi.

Valsts Prezidents K. Ulmanis.  
Kaŗa ministris, ģen. J. Balodis.

## Valdības rīkojumi un pavēles.

Apstiprinu 1937. g. 20. janvārī.  
Zemkopības ministris J. Bīrznieks.

## Pārgrozījums Zemkopības ministrijas laboratorijas tarīfos ķīmiskām un bakterioloģiskām izmeklēšanām.

Tarīfu („Vald. Vēstn.“ 1931. g. 73. num.) pirmā nodalījuma pirmo rindu izteikt tā: Ūdens saturs (Perplex svarīgiem) 30 sant.

Šis pārgrozījums stājas spēkā izsludināšanas dienā.

Zemkopības depart. direktors P. Grāvis.

Laboratorijas vadītājs J. Vīgants.

Apstiprinu 1937. g. 20. janvārī.  
Zemkopības ministris J. Bīrznieks.

## Noteikumu pārgrozījums par sviesta arbitražas komiteju.

(Izdots uz likuma par piensaimniecības ražoju kontroli un tirdzniecību — Lik. kr. 1934. g. 314 — 10. panta pamata.)

Noteikumu par sviesta arbitražas komiteju („Vald. Vēstn.“ 1935. g. 23. num.) 6. pantu izteikt tā:

6. Ja arbitražas komiteja, vērā ņemot izturību, sviestu nav pārcēlusi citā šķirā vai 1. šķiras augstākā apakššķirā, tad eksportieris vai izvērtēšanas firma maksā valstij par labu Ls 2,— no katrreizējā pieteikuma, kā pamatmaksu, un 40 sant. no katras pārvērtēšanai pieteiktās sviesta mucīņas vai 20 sant. no pusmucīņas vai kastes.

Šis pārgrozījums stājas spēkā izsludināšanas dienā.

Rīgā, 1937. g. 20. janvārī.

Zemkopības depart. direktors P. Grāvis.

Piensaimn. ražojuuma kontroles vadītājs J. Frīdenbergs.

## 7. rīkojums.

1937. g. 20. janvārī.

Papildinājums preču sarakstā, kuŗas finieru un kokrūpniecības a/s „Prima“ var saņemt bez muitas un akcīzes (rikojumi: 1928. g. 323, 377, 1929. g. 74, 188, 308, 317, 1930. g. 198, 1931. g. 5, 131, 161, 197, 220, 1932. g. 84, 1934. g. 159, 1935. g. 93, 129, 1936. g. 108 un 109.)

Preču un materiālu sarakstu, kuŗus a/s „Prima“ var saņemt bez muitas un akcīzes, papildināt ar dzelzs mucām (Ievēdmuitas tarifa 152. p. 1.b pkt.).

Šis rīkojums stājas spēkā 1937. g. 23. janvārī.

Finanču ministris L. Ēķis.  
Muitas depart. direkt. Arn. Landovskis.



8. rīkojums.

1937. g. 18. janvārī.

Papildinājums rīkojumā „Muitas tarifā neminēto preču saraksts un paskaidrojumi pie muitas tarifa“.

(1936. g. 17. rīkojums, izsludināts „Vald. Vēstn.“ 1936. g. 41. num.)

1936. g. 17. rīkojuma 1. daļa papildināta ar šādu jaunu (201.) pantu:

201) No 167. p. 1. punktā minētiem materiāliem izgatavoti maizes, gaļas un papīra griežamie aparāti, ar vai bez nažiem, smagāki par 4 kg gabalā pēc 167. p. 1.a pk.

Šis rīkojums stājas spēkā nākošā dienā pēc izsludināšanas.

Finanču ministris L. Ēķis.

Muitas depart. dir. Arn. Landovskis.

9. rīkojums.

1937. g. 18. janvārī.

Preču atpakaļiešana Latvijā bez muitas nodokļa samaksas uz Muiņas nolik. 476. p. piezīmes pamata.

Atļauts izvest uz ārzemēm un saņemt atpakaļ bez muitas nodokļa samaksas jau reiz nomuitotas preces.

1. Preču saraksts:

1) preču paraugus;

2) spoļes;

3) izlabošanai izvestos priekšmetus, kuriem Tirdzniecības un rūpniecības departamenta rūpniecības nodaļa devusi savu piekrišanu izlabošanai ārzemēs.

Piezīme. Pie šajā (3.) punktā minēto priekšmetu atpakaļiešanas par virsvaru vai atjaunotām daļām jāņem muitas nodoklis un zelta vai sudraba lietas jānosūta Proves valdei.

2. Pie preču izvešanas ievērojams Muiņas nolik. 650. p. pielikuma 13. pants.

3. 1. pantā uzskaitītās preces ievadamas atpakaļ Latvijā gada laikā, skaitot no izvešanas dienas.

Šis rīkojums stājas spēkā nākošā dienā pēc izsludināšanas.

Finanču ministris L. Ēķis.

Muitas depart. dir. Arn. Landovskis.

10. rīkojums.

1937. g. 18. janvārī.

Rīkojumu atcelšana.

Ar šo atceļ 1929. g. 19. rīkojumu, kas izsludināts „Vald. Vēstn.“ 1929. g. 45. num.

Šis rīkojums stājas spēkā nākošā dienā pēc izsludināšanas.

Finanču ministris L. Ēķis.

Muitas depart. dir. Arn. Landovskis.

11. rīkojums

1937. g. 20. janvārī.

Nodokļu iekasēšana par benzola izstrūkumu privātās noliktavās.

No privātās noliktavās novietojamiem benzola krājumiem norakstāmi vienreizīgi zudumā 2% no katras atsevišķas benzola partijas, ievērojot „rīkojuma par akcīzes nodokļu ievākšanu no ievadamām ārzemju precēm“ (izslud. „Vald. Vēstn.“ 1937. g. 10. num.) 54.—61. p. noteikto kārtību.

Par zudumā norakstīto daudzumu, ja zudums tiešām konstatēts, nav jāmaksā muitas nodoklis.

Ar šo atceļts 1935. g. 121. rīkojums (izslud. „Vald. Vēstn.“ 1935. g. 263. num.).

Šis rīkojums stājas spēkā 1937. g. 21. janvārī.

Finanču ministris L. Ēķis.

Muitas depart. direkt. Arn. Landovskis.

Lēmums.

Ievērojot, ka antikas mākslas un lietotu priekšmetu komisijas veikala īpašnieks Vladimirs Kaulbarss 1936. g. 8. jūnijā miris, iekšlietu ministris nolēma: Vladimira Kaulbarsa antikas mākslas un lietoto priekšmetu komisijas veikalu Rīgā, Vaļņu ielā 2 slēgt.

Rīgā, 1937. g. 18. janvārī. 21145.

Iekšlietu ministris V. Gulbis.

Administr. depart. direktors Anšmits.

\* Skat. iepriekš. 1936. g. 102. rīkojumu, izslud. „Vald. Vēstn.“ 1936. g. 247. numurā.

Kaŗa ministrijas Apgādes pārvaldes rīkojums.

Apgādes pārvalde paziņo, ka Ministru kabinets, saskaņā ar „Nolikuma par valsts darbiem un piegādēm“ 65. panta 2-g punktu, apstiprinājis sekojošas kaŗa ministra noteiktās cenas svaigai cūk-gaļai, iepērkot to armijas vajadzībām tieši no lauksaimniekiem-raŗotājiem laikā no šo cenu izsludināšanas „Vald. Vēstn.“ līdz š. g. 1. aprīlim Ls 100 līdz Ls 110 kvintalā.

Pārliksme. Valsts kanceļas š. g. 20. janvāra 386. raksts.

Rīgā, 1937. g. 20. janvārī. 1094.

Intendanturas daļas priekšn., pulkv. Kreišmanis.

Pārtikas nod. priekšn. pulkv.leitn. Lakstigala.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Pārļabojuŗms ar Triju zvaŗģzņu ordeni un tā goda zīmi apbalvoto sarakstos

(sk. „Vald. Vēstn.“ 1936. g. 262. numuru).

Ar 4. šķiru 1911. num. apbalvotais Latvijas goda vicekonsuls Bjørneborgā Johan Marten Rosberg tagad saucas Rynnās;

ar 5. šķiru 4036. num. apbalvotais Balvu pareizticīgo draudzes virspriesteris un Viļakas iecirkņa prāvests ir Andrejs, bet ne Aleksandrs Mazurs un ar 4037. num. — sinodes loceklis zv. adv. Kosteniŗs, bet ne Kosteniŗš;

ar 1. pakāpes goda zīmi 2445. num. ir apbalvota Vilhelmine, bet ne Vilhelms Ģedertsons un tāpat 3. pakāpē ar 1034. num. apbalvots Kārlis, bet ne Pēteris Osītis.

Valsts Prezidenta sekretars J. Grandaus.

Paziņojums.

Latvijas darba kameras prezidijs ir pieņēmis un pilnvarotais ministris šīs Kameras lietās A. Bērziņš ir apstiprinājis Albertu Kleinhofu par Latvijas darba kameras ģenerāļsekretaru no 1936. g. 30. decembra.

Latvijas darba kameras priekšsēdētājs K. Egle.

Tautas labklāŗības ministrijas uzaicinājums valsts, pašvaldības un privātām iestādēm.

Tautas labklāŗības ministrija uzaicina valsts, pašvaldības un privātās iestādes un uzņēmumus vajadzības gadījumā pieprasīt darba spēku šīs ministrijas Rīgas darba apgādē, Torņa ielā 4, tālrunis 21714.

Uz 1937. g. 2. janvārī darba apgādē bija sekojošs skaits darba meklētāju:

Table with 2 columns: Sievietes (Tekstilrūpniecības strādnieces, Apģērbu rūpn. strādnieces, Mineralvielu apstrādāšanas strādņ., Ķīmiskās rūpniecības strādnieces, Daŗādu dzīvnieku vielu apstrādāšanas strādnieces, Pārtikas un narkot. vielu strādņ., Tirdzniecības kalpotājas, Grāmatrūpniecības darbinieces, Higienas darbinieces, Kantora darbinieces, Mājkalpotājas, Laukstrādnieces, Nekvalificētas strādnieces, Citos arodos, Pusaudŗi) and Kopā 917. Virieŗi: Metalstrādnieki, Kokstrādnieki, Pārtikas un narkot. vielu strādņ., Mineralvielu apstrādāŗ. strādnieki, Grāmatrūpniecības darbinieki, Ķīmiskās rūpniecības darbinieki, Daŗādu dzīvnieku vielu apstrād. strādnieki, Tekstilrūpniecības strādnieki, Apģērbu rūpniecības strādnieki, Būvstrādnieki, Tirdzniecības kalpotāji, Transporta strādnieki, Kantora darbinieki, Laukstrādnieki, Nekvalificēti strādnieki, Citos arodos, Pusaudŗi) and Kopā 927.

Izļabojuŗmi.

„Vald. Vēstn.“ 1932. g. 227. numurā izsludinātā Barkavas pag. mel. sab. „Pabraklis“ novadgrāŗju rakšanas darbu dalībnieku saraksta 1. grupas 19. numurā pēc kārtas 8. ailē iespiestā 23 vietā jāļasa 148.

„Vald. Vēstn.“ 1934. g. 236. numurā izsludinātā Barkavas pag. mel. sab. „Barkavas Bestenica“ novadgrāŗju rakšanas darbu dalībnieku saraksta 2. grupas 17. numurā pēc kārtas 8. ailē iespiestā 390 vietā jāļasa 275 un 22. numurā pēc kārtas 8. ailē 90 vietā jāļasa 205.

Daļas vaditāja v. M. Ŗlachtoviŗs. Vec. sev. uzdevumu ierēdnis T. Erlachs.

Meklētizbeidzamo personu 1970. saraksts.

- 40787. Kuŗs Osips. 20403/26. 40788. Liberzon Estere. 14133/25. 40789. Meinarts Donats. 49659/36. 40790. Murligins Minejs. 23691/27. 40791. Nikiforovs Anastasija. 46389/35. 40792. Nikiforovs Anastasija. 46388/35. 40793. Orloviŗ Felicija. 10209/24. 40794. Semjonovs Gerasiŗs. 48889/36. 1937. g. 19. janvārī.

Kriminal. policijas pārvald. priekšn. J. Silarājs. Darbvedis Hūns.

Liepājas 2. iec. mirtiesnesis

noilguma dēļ izbeidz sekojoŗo personu meklēšanu:

- Margrietas Kopirins, izslud. „Vald. Vēstn.“ 1923. g. 9. num. Zalamana Briloviŗa-Berloviŗa — 1922. g. 143. n. Jāna Ŗmidta — 1922. g. 143. num. Friŗa Hōrmana — 1922. g. 143. num. Franŗa Adiera — 1922. g. 143. num. Juliŗas Kvederis — 1922. g. 143. num. Zēniŗas Krauklis — 1923. g. 9. num. Luŗzes Jensens — 1923. g. 9. num. Augusta Junonena — 1923. g. 9. num. Aleksandra Liŗkuna — 1922. g. 143. num. Antona Gervina — 1922. g. 143. num. Lolās Brachmans — 1923. g. 80. num. Barbaras Brachmans — 1923. g. 80. num. Ernesta Mozera — 1923. g. 80. num. Idas Kesters — 1923. g. 237. num. Andreia Pūka — 1923. g. 237. num. Jākoba-Hirŗa Bērmana — 1923. g. 237. num. Mikēla Zirkas — 1923. g. 237. num. Vandas Vivchonskajas — 1923. g. 80. num. Māles-Mariŗas Vadzes — 1923. g. 237. num. Ŗmūļa Vulfsona — 1923. g. 80. num. Morducha Bojarska — 1923. g. 80. num. Friŗa Jankovska — 1923. g. 80. num. Juliŗannas Janovskis — 1924. g. 258. num. Johannas Goldingers — 1925. g. 50. num. Rachiles-Eidas Kamzels — 1924. g. 258. num. Zēniŗas Kamzels — 1924. g. 258. num. Leŗba Rubinŗika — 1925. g. 50. num. Zalamana Feldmana — 1925. g. 50. num. Joseŗa Rubina — 1924. g. 258. num. Motēla Glasa — 1925. g. 50. num. Jāna Uzkalna — 1925. g. 50. num. Arnolda Kamberga aŗi Kaŗura — 1924. g. 258. num. Kazimira Saŗtera — 1925. g. 50. num. Margrietas Anhalts — 1924. g. 258. num. Kārla Berendta — 1924. g. 258. num. Heinriŗha Zalkina — 1929. g. 211. num. Sopas Steins — 1929. g. 211. num. Leŗba — Halperina — 1929. g. 211. num. Maŗas Martinsons — 1929. g. 211. num. Lonniŗas-Mariŗas Burkevics — 1925. g. 206. num. Pētera Spoŗuma — 1925. g. 206. num. Vladislava Ŗulca — 1926. g. 26. num. Mozes Glazera — 1925. g. 206. num. Zigmunda Juraŗko — 1925. g. 206. num. Simaŗna Napacha — 1926. g. 26. num.

Liepājā, 1937. g. 16. janvārī. 39. Mirtiesnesis T. Vegners. Sekretars (paraksts).

Liepājas 2. iec. mirtiesnesis

noilguma dēļ izbeidz sekojoŗo personu meklēšanu:

- Annas Strazdiŗs, izslud. „Vald. Vēstn.“ 1926. g. 290. num. Artura Grona — 1926. g. 222. num. Edmunda Fandriŗha — 1926. g. 222. num. Hermana Reisoŗa — 1926. g. 263. num. Morducha Liŗanska — 1927. g. 56. num. Amalijas Zeŗciks — 1926. g. 222. num. Friŗriŗha-Kristapa Viŗņkeviŗa — 1926. g. 222. n. Kārla Veŗta — 1927. g. 56. num. Kārla Taures — 1928. g. 47. num. Elzas Kārkliŗģ — 1928. g. 47. num. Kārla Krūma — 1928. g. 47. num. Jāzepa Tauŗa — 1927. g. 226. num. Kārla Taures — 1927. g. 226. num. Vilhelma Reimana — 1927. g. 226. num. Morica Jakobsona — 1927. g. 223. num. Pētera Huzariŗka — 1928. g. 47. num. Teodora Ŗmidta — 1928. g. 227. num. Jāna Kristofa — 1928. g. 227. num. Simona Napacha — 1928. g. 227. num. Pētera Stasula — 1928. g. 261. num. Maŗgas Tabaks — 1928. g. 261. num. Katrines Meŗjas — 1928. g. 261. num. Jāna Grēves — 1927. g. 226. num. Arvids Stelmana — 1929. g. 211. num. Friŗa Ŗubora — 1929. g. 211. num. Kazimira (Kārla) Kubikas — 1929. g. 211. num. Kazimira (Kārla) Kubikas — 1929. g. 211. num. Mikēla Teniŗena (Teni-Sēna) — 1929. g. 211. n. Alberta-Heinriŗha Krūmiŗa — 1929. g. 211. num. Jāna Gvozdas — 1930. g. 116. num. Hirŗa-Girŗa Turika — 1930. g. 155. num. Vladislava Geidukiŗs — 1926. g. 222. num. Zapa Zilbera — 1923. g. 9. num.

Liepājā, 1937. g. 16. janvārī. 39. Mirtiesnesis T. Vegners. Sekretars (paraksts).

Vietējo iestāŗu rīkojuŗmi.

Rīgas pilsētas pašvaldības pensiju kases statuti,

pieņemti ar pilsētas domes tiesībām Rīgas pils. valdes 1936. g. 22. dec. un 1937. g. 8. janvāra sēdēs un apstiprināts ar Iekŗlietu ministrijas Paŗvaldības departam. 1937. g. 14. janvāra 122119. rakstu.

I. Vispārējē noteikumi.

1. Ŗ. Sajos statutos noteikto pensiju un vienreizējo pabalstu izmaksa ir Rīgas pilsētas pienākums.

2. Ŗ. 1. paragrafā minētā pilsētas pienākuma nodroŗināšanai pie pilsētas kases pastāv pensiju fonds no summām, kuŗas iemaksā uz Ŗo statutu 4., 7., 15. un 29. Ŗ pama.

Fonda līdzekļu iztrūkuma gadījumā Ŗajos statutos paredzētās izmaksas pilsēta izdara no saviem līdzekļiem.

Fonda līdzekļu atlikumu pilsētas vajadzībām var izlietot tikai aizģēruma veidā.

Piezīme. Fonda summām un aizģērumumiem no Ŗi fonda nav pieskaitāmi augļi.

3. Ŗ. Piedalīšanas pensiju kasē uz Ŗo statutu pamata obligatoriska pilsētas darbiniekiem (arī skolotājiem), kas saņēmu noteiktu mēneŗa algu, neatkarīgi no tā, vai viņi iecelti vai ievēlēti savos amatos vai darbojas uz brīva līguma (līgums par pensijām l. d. 1. n. 1. Ŗ 9. p.).

Pensiju kases dalībniekus ieraksta seviŗkā grāmata, atzīmējot tanī visus dalībnieka iemaksātos algas atvilkumus un arī visas vajadzīgās ziņas, kas attiecas uz viņa personu un dienestu (kad dzimis, kad iestāŗies dienestā u. t. t.).

4. Ŗ 1. No pensiju kases dalībnieku algām atvelk pensiju kasei par labu:

- sākot ar 1921. g. 1. aprīli — 2%, „ „ 1934. g. 1. janvārī — 2 1/2%, „ „ 1935. g. 1. „ — 3% un „ „ 1936. g. 1. „ — 6%.

2. Pārskaitot pensiju kases dalībnieku citā kategorijā ar lielāku algu, vai algu paaugstinot, par nokalpotiem gadiem atvilkumus no starpības starp jauno augstāko un agrāko zemāko algu izdara gada laikā par visu laiku, kuŗā dalībniekam izdarīti atvilkumi pensiju kasei par labu.

Pensiju kases dalībnieku atļaiŗanas gadījumā pilsētas pensiju kase neiemaksāto starpību starp agrāko un paaugstināto algu ietura no viņam pienākoŗas pensijas, bet viņa nāves gadījumā no pensijas vai pabalsta, kas izsniedzams viņa piederīgiem. Ŗo starpību pensiju kasei par labu neatvelk kategoriju algu vispārējās paaugstināšanas gadījumos.

3. No pensijām, kas pieŗķirtas uz pensiju kases 1921. gada statutu un visu līdz 1935. g. 31. decembrim pieņemto pārgrozījumu pamata un kas pārsniedz Ls 90,— mēnesī, pensiju kasei par labu atvelk 10% laikā no 1937. g. 1. februāra līdz 1940. g. 1. februārim.

1. piezīme. Ja, atskaitot no pensijas Ŗos 10% izrādās, ka atlikums ir mazāks par Ls 90,—, tad izmaksājami Ls 90,— mēnesī.

2. piezīme. 4. Ŗ 3. punkta noteikums attiecas uz tiem pensionariem, kuŗu faktiskās diēnests attiecības izbeiguŗš līdz 1935. g. 31. decembrim.

5. Ŗ. Ŗo statutu 4. Ŗ minētos atvilkumus pensiju kasei par labu izdara no darbinieku pamatalgas, izdienas piemaksas un brīva dzīvokļa vērtības vai dzīvokļa naudas.

Piezīme. Brīvā dzīvokļa vērtība vai dzīvokļa nauda iāaprēķina ar 20% no pamatalgas un izdienas piemaksas.

6. Ŗ. Darbiniekiem, kas ieņēmu Rīgas pilsētas dienestā vairākus algotus un ar pensijas tiesībām savienotus amatus, atvilkumus izdara no visām ieņemamo amatu algām.

7. Ŗ. Pilsētas valde piemaksā pensiju kasei tikpat, cik atvelk no darbinieku algām (sal. 4. Ŗ).

8. Ŗ. Pensijas izmaksā par tekoŗo mēnesi. Dienestu atstājuŗam pensiju kases dalībniekam pensiju izmaksā, skaitot no tās dienas, līdz kuŗai viņŗ saņēmis algas maksājumu. Pensiju kases dalībnieka nāves gadījumā atraitnei un bērniem izmaksā pensiju pēc 3 mēneŗu noteŗēšanas, neskaitot mirŗanas mēnesi. Vecākiem izmaksā pensiju no pensiju kases dalībnieka mirŗanas dienas.

II. Personas, kam pienākas pensija.

9. Ŗ. Pensija pienākas: a) Pensiju kases dalībniekiem;



b) pensiju kases dalībnieku atraitnēm un palikušiem laulības, likumīgi adoptētiem un arī pensiju kases dalībnieču miesīgiem bērniem līdz 18., bet ja viņi mācās skolā — līdz 20. dzīvības gadam, pēdējo ieskaitot;

c) mirušā pensiju kases dalībnieka kā pilsētas dienestā esošā, tā arī pensionētā, vecākiem, ja viņi trūcīgi darba nespējīgi un ja mirušais darbinieks ir bijis viņu vienīgais apgādnieks.

Piezīme. Atraiņai, kurā iestājusies laulībā ar personu, kas jau atlaista no pilsētas dienesta ar pensiju un bērniem, kas dzimuši šādā laulībā, nav tiesības saņemt pensiju.

**III. Pensijas saņemšanas noteikumi.**

10. §. Darbinieks, kam pienākas pensija, iegūst pensijas tiesību sev un arī savai atraiņai, saviem pakalpiņiem bērniem līdz 18., bet ja viņi mācās skolā — līdz 20. dzīvības gadam, pēdējo ieskaitot, un vecākiem 9. § c punktā paredzētā gadījumā tikai:

- a) ja viņš zināmu laiku bijis Rīgas pilsētas dienestā (skat. šo statutu IV nodaļumu);
- b) ja viņš par visu savu pilsētas dienesta laiku pēc 1921. g. 1. aprīļa maksājis noteiktos algas atvilkumus;
- c) ja viņš vaiņš nekalpo pilsētas dienestā;
- d) ja viņš ar tiesas spriedumu par noziedzīgiem nodarījumiem nav sodīts ar sodu, kas savienots ar tiesību zaudēšanu vai aprobežošanu.

11. §. Pensijas izmaksa izbeidzas:

- a) ja pensionārs zaudējis Latvijas pavalstniecību;
- b) ar tās personas nāvi, kurai bija piespriesta pensija;
- c) ja pensionārs ar tiesas spriedumu sodīts par noziedzīgiem nodarījumiem, kas minēti 10. § d punktā.

Bez tam: atraiņai — iestājoties jaunā laulībā; bērniem — pēc 18., bet ja viņi mācās skolā, pēc 20. dzīvības gada notecēšanas vai pēc iestāšanās laulībā.

Piezīme. Ja tiesa atzīst pensionāru par vainīgu 10. § paredzētos noziedzīgos nodarījumos — viņa sieva, bērni un vecāki saņem pensiju tāpat kā viņa nāves gadījumā.

12. §. Pensijas izmaksu pārtrauc, tiklīdz pensionārs iestājas tādā dienestā, kurā ieskaita pensijas izdienā, pamatojoties uz šiem statutiem un likuma par pensijām 1. un 3. daļu.

**IV. Pensijas izdienas laiks.**

13. §. Aprēķinot pensijas izdienas laiku, kases dalībniekam ieskaita:

- a) visu laiku, kurā pensiju kases dalībnieks pēc 1921. g. 1. aprīļa bijis pilsētas dienestā un maksājis noteiktos algas atvilkumus pensiju kasei;
- b) laiku, kas ieskaitāms pensijas izdienā uz šo statutu 14., 15. un 29. § pamata;
- c) laiku, kas nokalpotas Rīgas ielu dzelzceļu akc. sabiedrības dienestā pēc 1918. g. 18. novembra.

14. §. Visiem pilsētas darbiniekiem (sk. 3. §) pie iestāšanās kasē 1921. gada 1. aprīlī ieskaita pensijas izdienā visu laiku, kurā viņi faktiski bijuši pilsētas dienestā līdz 1921. gada 1. aprīlim. Šo tiesību bauda arī darbinieki, kas atstājuši pilsētas dienestu pēc 1914. gada 1. jūlija un no jauna iestājušies pilsētas dienestā līdz 1922. gada 1. aprīlim.

Darbiniekiem, kas iestājušies pilsētas dienestā pēc 1922. g. 1. aprīļa, ieskaita līdz 1921. g. 1. aprīlim pilsētas dienestā nokalpoto laiku tikai tad, ja viņi iemaksā pensiju kasē 2% no iestāšanās laikā saņemtās algas par visu ieskaitāmo laiku.

Piezīme. Bezalgas atvaļinājuma daļa, kas pārsniedz 6 mēnešus, pensijas izdienā nav ieskaitāma, izņemot atvaļinājumu slimības dēļ.

15. §. A. Pensiju kases dalībnieku pensijas izdienā ieskaita Rīgas pilsētas dienestā ar dienas algu nokalpoto laiku, ja viņi gada laikā pēc iecelšanas darbā ar mēneša algu iesniedz par to lūgumu.

B. Pilsētas pensijas izdienā ieskaitāms arī viss 1931. g. likumā par pensijām 1. daļas 2. nodaļā no 13.—31. pantam un 3. daļas 1. pantā minētos darbos nokalpotais laiks, ievērojot visus vēlākos pārgrozījumus un papildinājumus šīnī likumā.

Likuma par pensijām 1. daļas 13., 13<sup>1</sup>, 14., 15., 16., 17. (izņemot 17. panta 2. piezīmi), 18., 19., 19<sup>1</sup>, 20., 21., 23., 24., 27., 28. un 29. pantā minētais laiks un likuma 3. daļas 1. pantā uzskaitītos darbos nostrādātais laiks ieskaitāms pilsētas pensijas izdienā pret:

- 1) 4% lielām iemaksām no 1921. g. aprīļa mēneša algas tai kategorijai, no

kurās aprēķināma pensija, par visu ieskaitāmo laiku līdz 1921. g. 1. aprīlim;

2) 2% lielām iemaksām par ieskaitāmo laiku no 1921. g. 1. aprīļa līdz 1933. g. 31. decembrim no tās kategorijas, no kurās aprēķināma pensija.

Algas apmērs šai kategorijai noteicams pēc iestāšanās laika pilsētas dienestā, ievērojot šo statutu 20. § piezīmju nosacījumus;

3) par ieskaitāmo laiku, kas kalpots pēc 1934. g. 1. janvāra, iemaksas aprēķināmas šo statutu 4. § paredzētos apmēros.

4) Rīgas ielu dzelzceļu akc. sabiedrībā nokalpotais laiks no 1918. g. 18. novembra līdz 1931. g. 10. novembrim ieskaitāms pret iemaksām, kas minētas šo statutu 15. § „B” punkta 1. un 2. nodaļumā.

1. piezīme. Šī § „B” punktā minētās iemaksas jāizdara 3 gadu laikā, ja tās nepārsniedz 10% no algas vai pensijas, pretējā gadījumā iemaksas laiks attiecīgi pagarināms.

2. piezīme. Latvijas kara dienestā, atskaitot miera laika obligatorisko kara dienestu, un Pasaules karā bij. Krievijas armijā līdz 1917. g. 7. novembrim nokalpotais laiks ieskaitāms pensijas izdienā.

16. §. 1) Iemaksas par citur nokalpoto laiku (arī Rīgas ielu dzelzceļu sabiedrībā) ieskaitīšanu atmaksājamas tiem bij. darbiniekiem, kuriem nepiešķir pensiju.

2) Darbiniekiem, pārejot valsts vai citā dienestā, kur viņi nodrošināti ar pensiju, viņu kārtējie algas atvilkumi pārskaitāmi:

- a) valsts pensiju fondā saskaņā ar likuma prasībām;
- b) citām pensiju kasēm tikai tad, ja arī šo kasu noteikumus paredzēta tāda pārskaitīšana.

3) Uz šo statutu 4. § pamata izdarītie kārtējie algas atvilkumi nav atmaksājami.

4) Bijušiem darbiniekiem, kas izstājušies no pilsētas dienesta un saņēmuši uz līdzšinējo pensiju kases statutu pamata vienreizēju pabalstu vai algas atvilkumu atmaksu, no jauna iestājoties Rīgas pilsētas vai citā kādā dienestā, kuram piemīt uz likuma par pensijām 1. un 3. daļas pamata pensijas tiesības, jāatmaksā pilsētas valdei no pilsētas pensiju kases saņemtais vienreizējais pabalsts vai algas atvilkumi viena gada laikā pēc iestāšanās dienestā.

17. §. Aprēķinot pensiju, skaita tikai notecējušos pilnos pensijas izdienas gadus. Pēdējo gadu skaita par pilnu, ja no tā neiztrūkst vairāk kā 6 mēneši.

Ja darbinieks miris dienestā, tad, aprēķinot ģimenes locekļu pensiju, iesākušos pensijas izdienas gadu skaita par pilnu.

18. §. Neatkarīgi no nokalpotā laika, dienestā mirušā darbinieka atraiņai un bērniem līdz 18., bet ja viņi mācās skolā, līdz 20. gadam, pēdējo ieskaitot, izsniedz pabalsta veidā netaisni pilnu algu, no kurās izdara algas atvilkumus, un bez tam piemaksas, kādas nelaiķis saņēmis, tiklab par tā mēneša atlikušo daļu, kurā viņš miris, kā arī par nākošiem 3 mēnešiem; bet tādās personas atraiņai un bērniem, kas jau atlaista ar pensiju, izmaksā pabalstu pensijas apmērā, kāda pienācās nelaiķim par to mēnesi, kurā viņš miris, un par nākošiem 3 mēnešiem.

Izdevumu segšanai, kas cēlušies no dienestā mirušā darbinieka apbedīšanas, ja viņš nav atstājis nedz atraiņi, nedz bērņus, jaunākus par 18, bet ja viņi mācās skolā, par 20 gadiem pēdējo ieskaitot, apbedītājam izsniedz pabalstu netaisni 2 mēnešu algas apmērā.

Izdevumu segšanai, kas cēlušies no pensionāra apbedīšanas, ja viņš nav atstājis nedz atraiņi, nedz bērņus, jaunākus par 18, bet ja viņi mācās skolā, par 20 gadiem, pēdējo ieskaitot, izsniedz apbedītājam pabalstu 2 mēnešu pensijas apmērā, bet ne vairāk kā Ls 500.—.

**V. Pensijas lielums.**

19. §. Pilna pensija ir 80% no darbinieku pamatalgas, izdienas piemaksas un brīva dzīvokļa vērtības, ja darbinieks tādās piemaksas saņēmis.

Piezīme. Ja, aprēķinot pensiju, tā izrādītos mazāka par Ls 20.—, tad izmaksājama pensija Ls 20.—. Šis noteikums neattiecas uz bērņu pensijām.

20. §. Ja pēc notikušās pensijas piespriešanas paaugstina vai pazemina tās kategorijas algu, kurā pensiju kases dalībnieks bija ieskaitīts pensijas piešķiršanas laikā, tad arī piespriešot pensiju attiecīgi paaugstina vai pazemina.

1. piezīme. Ja kategoriju skaitu nākotnē grozīs, tad pilsētas dome noteic,

kurās jaunās kategorijas pielīdzināmas katrai no agrākajām kategorijām.

2. piezīme. Ja kāds darbinieks nesāņem algu pēc kategorijas, tad pilsētas valde noteic pēc kādas algas kategorijas viņam jāizdara atvilkumi un jāizmaksā pensija saskaņā ar šo statutu 5. §.

3. piezīme. 20. § noteikumi attiecas tikai uz vispārējiem pārgrozījumiem darbinieku algu kategorijās.

21. §. Pensiju aprēķinot, par pamatu ņem pēdējo algas kategoriju, no kurās pensiju kases dalībnieks maksājis atvilkumus pensiju kasei par labu.

Ja darbinieku pārskaita zemākā kategorijā ar mazāku algu, viņš nezaudē tiesības maksāt atvilkumus pensiju kasei no savas agrākās augstākās algas, ja viņš bijis augstākā kategorijā ne mazāk kā 1 gadu.

Ar to darbinieks iegūst tiesību saņemt pensiju pēc šīs augstākās kategorijas.

Šo noteikumu neņem vērā vispārējās kategoriju algas pazemināšanas gadījumā; šādā gadījumā algas atvilkumi jāmaksā no pazeminātās algas un darbiniekam nav tiesības saņemt pensiju pēc agrākās augstākās algas. Ja darbinieks ieņem pilsētas dienestā vairākas vietas, pensiju aprēķina pēc tā amata kategorijas, kurā darbinieks saņem lielāko algu.

22. §. 1. Pensiju izmaksā tiem pensiju kases dalībniekiem, kas sasnieguši 55 gadu vecumu. Sasniegušiem pilnus 50 gadus, pensiju izmaksā 50% no viņiem piešķirtās pensijas līdz 55 gadu sasniegšanai.

2. Neatkarīgi no vecuma, pensiju izmaksā 23. § paredzētā apmērā Latvijas atbrīvošanas cīņu dalībniekiem, kas iestājušies Latvijas armijā līdz 1920. g. 31. janvārim, un latviešu strēlniekiem, kas iestājušies strēlnieku vienībās līdz 1917. gada 31. maijam.

3. Kara viriem un robežsargiem, kas tieši no aktīvā (ne obligatoriskā) kara dienesta pārnākuši pilsētas dienestā, pensiju izmaksā, ja viņi sasnieguši viņu kara dienesta amatam noteikto maksimālo vecumu.

23. §. Pensiju kases dalībnieki, kas minēti 22. §, saņem mūža pensiju šādā apmērā:

Par pensijas izdienas	
15 gadiem	— 33% no algas
16	— 36% " "
17	— 39% " "
18	— 42% " "
19	— 45% " "
20	— 48% " "
21	— 51% " "
22	— 54% " "
23	— 57% " "
24	— 60% " "
25	— 63% " "
26	— 66% " "
27	— 69% " "
28	— 72% " "
29	— 76% " "
30	— 80% " "

24. §. Neatkarīgi no vecuma, pensiju kases dalībnieki saņem pensiju šīnī § paredzētā apmērā šādos gadījumos:

- 1) Ja viņi nostrādājuši Latvijā ne mazāk par 10 pensijas izdienā ieskaitāmiem gadiem un zaudējuši vispārīgās darba spējas dienesta laikā ne mazāk par 65%;
- 2) ja viņi nostrādājuši Latvijā ne mazāk par 15 pensijas izdienā ieskaitītiem gadiem un zaudējuši vispārīgās darba spējas dienesta laikā ne mazāk par 40%;
- 3) ja viņi atlaisti maksimālā vecuma sasniegšanas dēļ;
- 4) ja viņi atlaisti štata samazināšanas, iestādes likvidēšanas vai pārorganizēšanas dēļ;
- 5) ja statutu 30. § 1. punkta uzskaitītās amata personas atstāj pilsētas dienestu.

Minētos gadījumos maksājama pensija šādā apmērā:

par pensijas izdienas	
10 gadiem	— 26% no algas
11	— 29% " "
12	— 32% " "
13	— 35% " "
14	— 38% " "
15	— 41% " "
16	— 44% " "
17	— 48% " "
18	— 52% " "
19	— 56% " "
20	— 60% " "
21	— 64% " "
22	— 68% " "
23	— 72% " "
24	— 76% " "
25	— 80% " "

25. §. Ja pensiju kases dalībnieks nokalpojīs Latvijā 5 un vairāk gadus, bet mazāk par 10 pensijas izdienā ieskaitāmiem gadiem un nedziedināmas slimības dēļ dienesta laikā zaudējis vispārīgās darba spējas tādā apmērā, ka nepieciešama pastāvīga apkopšana, viņam pienākas pensija — 25% no algas, no kurās maksāti atvilkumi (sk. 5. un 21. §).

26. §. 1) Atraiņai pienākas puse no mirušā vīra pensijas.

2) Bērniem līdz 18., bet ja viņi mācās skolā, līdz 20. gadam, pēdējo ieskaitot, pienākas katram mirušā tēva vai mātes pensijas 1/6 daļa.

3) Pilniem bērņiem pienākas katram mirušā tēva vai mātes pensijas viena trešā daļa.

4) Katram no pensiju kases dalībnieku vecākiem 9. § c punktā paredzētā gadījumā pienākas mirušā pensiju kases dalībnieka pensijas viena ceturtdaļa.

1. piezīme. Dienestā mirušā darbinieka atraiņai, bērņiem un vecāku šīnī § minēto pensijas daļu aprēķina uz 24. § apmata.

2. piezīme. Ģimenes locekļu pensijas kopsumma nevar pārsniegt paša darbinieka pensijas apmēru.

27. §. Lūgumi pēc pensijas vai pabalsta piešķiršanas jāiesniedz pilsētas valdei. Lūgumus izskata un pensijas vai pabalstus aprēķina uz šo statutu pamata pilsētas finanču valdes pensiju nodaļa.

Pilsētas valde iecel darbinieku darba spēju zaudēšanas apmēra noteikšanai ārstu komisiju. Vajadzības gadījumos otrreizēju veselības pārbaudi izdara pilsētas valdes ieceltā galvenā ārstu komisija, kurās atsauksmes ir galīgas.

Pensijas un pabalstus piešķir pilsētas valde. Pensiju nodaļas darbību revīdē pilsētas revīzijas komisija uz vispārējiem pamatiem.

28. §. Šos statutus var grozīt pilsētas dome, pamatojoties uz pilsētas valdes priekšlikumu.

**VI. Rīgas pilsētas kredītiestāžu darbinieki.**

29. §. 1. Šie statuti attiecas arī uz pilsētas krājkašes un lombarda darbiniekiem. Minēto pilsētas kredītiestāžu valde piemaksā pensiju kasei no šo iestāžu līdzekļiem tikpat daudz, cik maksā darbinieki.

2. Rīgas pilsētas diskonta bankas bij. darbiniekiem, iestājoties pilsētas valdes, pilsētas krājkašes vai lombarda dienestā, ieskaita pilsētas diskonta bankā nokalpoto laiku pilsētas pensijas izdienā.

Par diskonta bankā nokalpoto laiku jāmaksā divkārtšā apmērā tie atvilkumu procenti (no iestāšanās algas), kādi paredzēti šo statutu 4. §.

**VII.**

30. §. 1) Rīgas pilsētas galvam, pilsētas galvas biedriem, pilsētas valdes locekļiem, pilsētas revīzijas komisijas priekšsēdētājam, revīzijas komisijas locekļiem, pilsētas sekretaram un pilsētas valdes sekretaram ieskaita pensijas izdienā 15 mēnešus par katrām 12 mēnešiem, kas nokalpoti šai pantā minētos amatos.

2) Pensiju kases dalībniekiem, kas strādā sevišķi nelabvēlīgos apstākļos un veselību bojājošus darbus, ieskaita pensijas izdienā 15 mēnešus par katrām 12 mēnešiem, kas nokalpoti minētos darbos.

Piezīme. Kādi darbi uzskatāmi par veselību bojājošiem un kādi darba apstākļi uzskatāmi par sevišķi nelabvēlīgiem, nosaka pilsētas valde.

31. §. Pilsētas valde izdod instrukciju šo statutu piemērošanai.

32. §. Šie statuti stājas spēkā 1937. g. 1. februārī, un tie atvieto 1921. g. 7. aprīļa Rīgas pilsētas domes sēdē pieņemtos Rīgas pilsētas pašvaldības pensiju kases statutus ar 1921. g. 1. decembra, 1926. g. 16. decembra, 1928. g. 18. oktobra un 15. novembra, 1929. g. 19. septembra, 1932. g. 1. decembra, 1935. g. 5. novembra un 6. decembra domes un pilsētas valdes (ar domes tiesībām) sēdēs pieņemtiem statutu pārgrozījumiem un papildinājumiem.

Piezīme. To darbinieku pensijas tiesības, kurū faktiskās dienesta attiecības izbeigušās līdz 1937. g. 31. janvārim (ieskaitot), izlemjamas pēc tiem statutu noteikumiem, kādi bija spēkā dienesta attiecību izbeigšanas dienā.

Pilsētas galva R. Līepiņš.

Pilsētas sekretars A. Pļaviņskis.



### Telegrammas.

(Latvijas telegrafa aģentūras telegrammas.)

#### Valsts Prezidenta pateicība mazpulkiem.

Valsts Prezidents Dr. K. Ulmanis piesūtījis mazpulku vadītājam Lauksaimniecības kameras priekšsēdētājam R. Dzērvem šādu rakstu:

„Ziedoņi no mazpulkiem, kas gandrīz katru dienu pienāk Uzvaras laukuma izbūves komitejai, runā par jaunatnes karstu vēlēšanos piedalīties mūsu tautas lielajā kopīgajā darbā. Nav svarīgs katras summas lielums, bet gan centīgo līdzgaitnieku plūdums no malu malām. Šāda mūsu nākotnes nesēju atsauce ir spēks, kas vienmēr paliks uzticīgs tēvzemei un brīvībai. Siltu paldies lai saņem visi šie talcinieki!”

### Māksla.

#### Nacionālā opera.

Ceturtdien, 21. janv., „Loengrīns“ ar G. Pērkonī, H. Berzinsku, A. Kaktiņu, J. Niedru, A. Priednieku u. c. Dirigents T. Reiters. Apvienots Nac. operas un Reitera koris.

Piektdien, 22. janv., „Kņazs Igors“, dirigenta prof. M. Šteina vadībā ar M. Brechmani-Stengeli, A. Liberti-Rebani, A. Kaktiņu, T. Matisu, E. Miķelsonu u. c. Parastās pusceņas.

Sestdien, 23. janvārī, pirmo reizi E. Kalmaņa operete „Velna jātnieks“. Režisors J. Zariņš, dirigents J. Kalniņš, dekorators P. Rožlapa, baletmeistars E. Leščevskis. Piedalās V. Briede, H. Lūse, E. Pfeifere, P. Brīvkalne, V. Kadikis, R. Kalniņš, A. Verners, V. Leonaitis, A. Kortans u. c. Derīga pirmizrāžu abonementa 5. biļete.

Svētdien, 24. janvārī, plkst. 13.30 „Fausts“ ar A. Priednieku titullomā. Mefistofēli dziedās E. Miķelsons, Grietiņa N. Olande-Sulce. Dirigents T. Reiters; pulksten 19.30 „Velna jātnieks“.

Slavenā franču tenora Žorža Tilla (Georges Thill) vienīgais koncerts piektdien, 22. janvārī, Latvijas Konservatorijas zālē. Programmā pazīstamākās operu arijas un dziesmas. Pie klavierēm J. Suchovs. Biļetu iepriekš pārdošana P. Neldnera muzikāliju veikalā.

Franču tenora Žorža Tilla atvadizrāde „Aida“ Nacionālā operā pirmdien, 25. janvārī.

#### Nacionālais teatris.

Ceturtdien, 21. janv., plkst. 19.30 „Jātnieku izlūki“; parastās pusceņas.

Piektdien, 22. janv., plkst. 19.30 lētā izrādē „3 vīri un zirgs“.

Sestdien, 23. janv., plkst. 16.1. skolēnu abonements „Pūt, vējiņi“; skolas lūdz laikus izņemt teātra biroja biļetes; plkst. 19.30 „Skroderdienas Silmāčos“ ar L. Stengeli.

#### Dalles teatris.

Ceturtdien, 21. janv., plkst. 19.30 lētā izrādē „Karoga meklētāji“.

Piektdien, 22. janv., plkst. 19.30 „Zaļā pļava“; pusceņas ierobežotā skaitā.

Sestdien, 23. janv., plkst. 19.30 tautas izrādē „Zisija“.

### Literatūra.

Apeļo dzimto zemi. Iekšlietu ministrijas turisma biroja Propagandas kalendārs 1937. gadam iznācis ar 24 jauku dabas ainavu uzņēmumiem un zīmīgiem mūsu dzimtas zemes jaunekumu slavējošiem dejas pantņiem. Kalendara pirmā lapā ievietota Valsts Prezidenta Dr. K. Ulmaņa fotogrāfija ar A. Franča pantņiem: „Darbs lai izdodas un sokas, katru rītu vēlēsim; tēvu zemei čaklas rokas, kvēlu sirdi Vadonim!“

Šis Turisma biroja kalendārs tiešam jāatzīst par jauku turisma propagandas līdzekli, jo V. Upiša, J. Vintera, V. Jankava, R. Rubenja un citu jauki uzņemtie mūsu dabas vasaras un ziemas skati, ikdienas atrazdamies mūsu acu priekšā, var tikai mudināt katru apeļot mūsu jauko dzimteni.

### KURSI.

Rīgas biržā 1937. gada 21. janvārī.

Devīzes:	
1 Amerikas dollars . . . . .	5,04—5,24
1 Anglijas mārciņa . . . . .	25,16—25,28
100 Francijas franku . . . . .	23,77—24,23
100 Beļģijas belgu . . . . .	85,90—87,40
100 Šveices franku . . . . .	117,30—118,80
100 Itālijas liru . . . . .	26,90—27,40
100 Zviedrijas kronu . . . . .	129,05—131,05
100 Norvēģijas kronu . . . . .	125,75—127,75
100 Dānijas kronu . . . . .	111,60—113,60
100 Austrijas šilīņu . . . . .	96,00—98,00
100 Čekoslovākijas kronu . . . . .	17,85—18,35
100 Holandes guldeņu . . . . .	279,90—282,90
100 Vācijas marku . . . . .	205,10—207,10
100 Somijas marku . . . . .	11,00—11,30
100 Igaunijas kronu . . . . .	137,95—139,95
100 Polijas zlotu . . . . .	96,40—98,00
100 Lietavas litu . . . . .	86,85—88,05
100 Dancigas guldeņu . . . . .	96,40—98,00

Vērtspapīri:  
6% Latv. hip. bankas ķīlu zīmes 95—96  
Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs P. Role.  
Zvērināts biržas makleris H. Kīršteins.

Redaktors M. Ārons.

Šim numuram 12 lapas puses.

### Īesu sludinājumi.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un uz Osvalda Liča lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 9. dec. izsludināto 1936. g. 8. aug. Bērzaunes pag. mir. Karlines Licis, dzim. 1870. gada 17. februārī, 1934. gada 8. maijā publiskā kārtībā taisīto testamentu vai kam ir kādas tiesības uz mir. Karlines Licis, dzim. Volfrāts mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 5336/36.-II. 31161g  
Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un uz Annas Briedis, dzim. Andersons, lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 9. dec. izsludināto 1936. gada 8. aug. Dzērbenes pag. mir. Jekaba Briēža, dzim. 1875. gada 4. sept., 1936. g. jūlija mēnesī mājas kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Jekaba Briēža mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 4906/36.-II. 31162g  
Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un uz Bertas Sulcs lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 9. dec. izsludināto 1936. g. 14. sept. Umurgas pag. mir. Pētera Sulca (Sulte), dzim. 1852. g. 11. febr. (v. st.), 1928. g. 20. febr. publiskā kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Pētera Sulca (Sulte) mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 5545/36.-II. 31163g  
Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un uz Bertas Sulcs lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 9. dec. izsludināto 1936. g. 14. sept. Umurgas pag. mir. Pētera Sulca (Sulte), dzim. 1852. g. 11. febr. (v. st.), 1928. g. 20. febr. publiskā kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Pētera Sulca (Sulte) mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 5545/36.-II. 31163g  
Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un uz Bertas Sulcs lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 9. dec. izsludināto 1936. g. 14. sept. Umurgas pag. mir. Pētera Sulca (Sulte), dzim. 1852. g. 11. febr. (v. st.), 1928. g. 20. febr. publiskā kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Pētera Sulca (Sulte) mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 5545/36.-II. 31163g  
Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un uz Bertas Sulcs lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 9. dec. izsludināto 1936. g. 14. sept. Umurgas pag. mir. Pētera Sulca (Sulte), dzim. 1852. g. 11. febr. (v. st.), 1928. g. 20. febr. publiskā kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Pētera Sulca (Sulte) mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 5545/36.-II. 31163g  
Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 9. dec. izsludināto 1936. gada 3. maijā Kusas pag. mir. Pētera Šlesera, dzim. 1853. g. 21. janv., 1936. g. janvāra-februāra mēnesī mājas kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Pētera Šlesera mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 4170/36.-II. 31164g  
Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un uz Almas Musinovičs lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 9. dec. izsludināto 1936. g. 18. jūlijā Rīgā mir. Dmitrija Musinoviča, dzim. 1871. g. 24. febr., 1914. g. 1. augustā publiskā kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Dmitrija Musinoviča mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 5589/36.-II. 31165g  
Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un uz Paula-Edgara Cimermaņa lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 2. dec. izsludināto 1934. gada 24. aprīlī Salacas pag. mir. Indriķa Cimermaņa, dzim. 1855. gada 11. maijā, 1934. g. 19. apr. mājas kārtībā taisīto testamentu vai kam ir kādas tiesības uz mir. Indriķa Cimermaņa mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 3829/36.-II. 31166g  
Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un uz Rūjenes pils. bāriņtiesas raksta 159. num. 1936. g., uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 9. dec. izsludināto 1922. g. 15. maijā Rūjienā mir. Anča Stupeļa, dzim. 1865. gada 2. janv., 1922. g. 19. apr. mājas kārtībā taisīto testamentu vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Anča Stupeļa mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 5516/36.-II. 31169g  
Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un uz Rūjenes pils. bāriņtiesas raksta 159. num. 1936. g., uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 9. dec. izsludināto 1922. g. 15. maijā Rūjienā mir. Anča Stupeļa, dzim. 1865. gada 2. janv., 1922. g. 19. apr. mājas kārtībā taisīto testamentu vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Anča Stupeļa mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 5516/36.-II. 31169g  
Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un uz Rūjenes pils. bāriņtiesas raksta 159. num. 1936. g., uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 9. dec. izsludināto 1922. g. 15. maijā Rūjienā mir. Anča Stupeļa, dzim. 1865. gada 2. janv., 1922. g. 19. apr. mājas kārtībā taisīto testamentu vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Anča Stupeļa mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 5516/36.-II. 31169g  
Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 5141/36.-II. 31167g  
Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un uz Barbaras Žvedris, dzim. Kondrats, lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1933. g. 30. aug. izsludināto 1933. g. 13. febr. Rīgā mir. Jāņa Žvedra, dzim. 1871. g. 10. okt., un tā sievas Barbaras Jāņa m. Žvedris, dzim. Kondrats, savstarpējo 1931. g. 23. jūlijā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Jāņa Žvedra mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 2476/37.-II. 31168g  
Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un mir. Jāzepa Dobkeviča testamentā izpildītāju un Karinas Dobkevičs, dzim. Stūrmanis, zv. adv. Alfreda Kazaka un zv. adv. Ernesta Volframa lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 16. dec. izsludināto 1936. gada 16. novembrī Rīgā mir. Jāzepa Dobkeviča, dzim. 1863. g. 2. augustā, un Karinas Dobkevičs, dzim. Stūrmanis, savstarpējo 1934. g. 17. martā publiskā kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Jāzepa Dobkeviča mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 5516/36.-II. 31169g  
Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un uz Rūjenes pils. bāriņtiesas raksta 159. num. 1936. g., uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 9. dec. izsludināto 1922. g. 15. maijā Rūjienā mir. Anča Stupeļa, dzim. 1865. gada 2. janv., 1922. g. 19. apr. mājas kārtībā taisīto testamentu vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Anča Stupeļa mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 5516/36.-II. 31169g  
Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un uz Rūjenes pils. bāriņtiesas raksta 159. num. 1936. g., uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 9. dec. izsludināto 1922. g. 15. maijā Rūjienā mir. Anča Stupeļa, dzim. 1865. gada 2. janv., 1922. g. 19. apr. mājas kārtībā taisīto testamentu vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Anča Stupeļa mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 5516/36.-II. 31169g  
Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un uz Rūjenes pils. bāriņtiesas raksta 159. num. 1936. g., uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šajā tiesā 1936. g. 9. dec. izsludināto 1922. g. 15. maijā Rūjienā mir. Anča Stupeļa, dzim. 1865. gada 2. janv., 1922. g. 19. apr. mājas kārtībā taisīto testamentu vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Anča Stupeļa mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1937. g. 13. janvārī. L. 5516/36.-II. 31169g  
Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1933. gada 23. aprīlī Rīgā mirušā Miķeļa Struga, dzim. 1865. g. 3. decembrī, ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.  
Rīgā, 1937. g. 14. janvārī. L. 667/37.-II g. 31354  
Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala.** uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. gada 22. novembrī Rīgā mirušā Racheles Šterens, dzim. Plavins (dzim. 1869. g.), ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.  
Rīgā, 1937. g. 15. janvārī. L. 2376/37.-II g. 31452  
Priekšsēd. b. v. J. Drande. Sekretārs E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 4. civilnodala.** 1936. g. 19. dec. tiesas sēdē, izklausijs Edgara Berga hipotekāro parādu dzēšanas lietu, nolēma: 1) atzīt par samaksātu obligāciju par 30.000 rbl. ar 6 1/2% gadā, apstiprinātu 1893. gada 17. augustā ar 659. num. uz nekustamu mantu Rīgas pilsētas 3. hip. iec. ar zemes grāmatu reģ. 2018. num. par labu krājaizdevu kasei pie Rīgas latviešu amatnieku palīdzības biedrības; 2) izsniegt lūdzējam šā lēmuma norakstu iesniegšanai Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļai obligācijas dzēšanai.  
Rīgā, 1937. g. 16. janvārī. 0169. L. 527/36. 31589g  
Priekšsēd. v. L. Brimmers. Sekretārs v. O. Kodāras.

**Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa**



Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar reģistra 2929. num. ierakstītas firmas „Kārlis Aumeisters” (Rīgā, Kr. Barona ielā 49) uzņēmuma darbības nozare turpmāk ir manufaktūras, velas un sīku preču tirdzniecība.

Saskaņā ar tirdzniecības reģ. tiesneša 1937. g. 13. janv. lēmumu tas atzīmēts tirdzniecības reģistrā. 31699g Rīgā, 1937. g. 13. janvārī.

Tirdzniecības tiesn. M. Grundulis, Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar reģistra 3172. num. ierakstīta firma „Estira Donins” (Rīgā, Kr. Barona ielā 49) 1936. g. 31. dec. likvidēta un uz tirdzniecības reģ. tiesneša 1937. g. 14. janv. lēmuma pamata tirdzniecības reģistrā dzēsta. 31683g Rīgā, 1937. g. 14. janvārī.

Tirdzniecības tiesn. M. Grundulis, Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „B” ar reģistra 3266. folijā uz tirdzniecības reģ. tiesneša 1937. g. 14. janv. lēmuma pamata:

- 1) ierakstīta grozīta firma „Zalo Kāns”;
2) ka šīs firmas īpašnieks Zalo Kāns no 1937. g. 9. janv. dzīvo Rīgā, Jura Alunana ielā 6, 15. dz.;
3) ka min. firmas uzņēmuma darbības nozare turpmāk ir kastu un kastu dēļu tirdzniecība. 31702g Rīgā, 1937. g. 14. janvārī.

Tirdzniecības tiesn. M. Grundulis, Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” 3455. num. ar firmu „Haja Notariuss un Morduchs Izakovičs” (Rīgā, Rēveles ielā 81) ierakstītas atklātas sabas reģistra folijā, uz tirdzniecības reģ. tiesneša 1937. g. 15. janv. lēmuma pamata:

- 1) ierakstīta turpmākā firma „H. Notariuss & L. Svares”;
2) ierakstīts, ka saskaņā ar sabiedrības līguma 1937. gada 8. janv. uzrakstu Morduchs (Mordchels) Izakovičs no šīs sabas izstāties, bet sabā kā atklāta biedre iestājusies Lidija Svares, dzim. Rīgā, 1909. gada 28. oktobrī, dzīvo Rīgā, Blaumaņa ielā 12, 44. dz. 31689g Rīgā, 1937. g. 15. janvārī.

Tirdzniecības tiesn. M. Grundulis, Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” 3647. num. ar firmu „T. Berkovičs un biedrs” (Rīgā, Pērnavas ielā 28) ierakstītas atklātas sabas reģistra folijā, uz tirdzniecības reģ. tiesneša 1937. g. 15. janv. lēmuma pamata:

- 1) ierakstīta turpmākā firma „T. Markuze biedrs”;
2) ierakstīts, ka šīs atklātas sabas atklāta biedre Tekla Berkovičs 1936. g. 2. augustā iestājusies laulībā un vīra uzvārdā saucas Markuze;
3) ierakstīts, ka Tekla Markuze noslēgusi pirmaslaulības līgumu par laulāto mantas kopības atcelšanu un par to izsludināts 1936. g. 22. augustā „Vald. Vēstn.” 189. num.

Rīgā, 1937. g. 15. janv. 31682g Tirdzniecības tiesn. M. Grundulis, Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar reģistra 3759. num. ierakstītas firmas „Smuils Zeidmanis” (Rīgā, Kēniņu ielā 20) reģistra folijā, uz tirdzniecības reģ. tiesneša 1937. g. 12. janv. lēmuma pamata:

- a) ierakstīts, ka ar Rīgas apgabaltiesas 3. civildalības 1936. gada 9/16. dec. lēmumu šīs firmas īpašnieks Smuils Zeidmanis atzīts par maksātnespējīgu parādnieku tirdzniecībā un viņam iecelts aizgādnis;
b) atzīmēts, ka tirdzniecības maksātnespējīgā parādnieka Smuila Zeidmana zvērināts aizgādnis zvēr. adv. pal. J. Bergmanis, dzīvo Rīgā, Tērbatas ielā 55, 16. dz. 31691g Rīgā, 1937. g. 12. janvārī.

Tirdzniecības tiesn. M. Grundulis, Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” 3800. num. ierakstītas firmas „Kārlis Kukainis,

auto imports” uzņēmums — auto imports — 1937. gada 5. janvārī pārvietots no Altonavas ielas 23 Zīgīr. Meierovica bulv. 16, 17. dz., Rīgā.

Saskaņā ar tirdzniecības reģ. tiesneša 1937. g. 13. janv. lēmumu tas atzīmēts tirdzniecības reģistrā. 31699g Rīgā, 1937. g. 13. janvārī.

Tirdzniecības tiesn. M. Grundulis, Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar reģistra 3802. num. ierakstītas firmas „Astrāda” I. Vilēņičs” uzņēmums — ādu tirdzniecība — 1937. g. 14. janv. pārvietots no Mārstaļu ielas 32 Peldu ielā 29, Rīgā.

Saskaņā ar tirdzniecības reģ. tiesneša 1937. g. 14. janv. lēmumu tas atzīmēts tirdzniecības reģistrā. 31688g Rīgā, 1937. g. 14. janvārī.

Tirdzniecības tiesn. M. Grundulis, Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „B” ar firmu „Satiksmes akciju sabiedrība „Autoriņķis” (Rīgā, Hanzas ielā 3) ierakstītas akc. sabas reģistra 79. folijā, saskaņā ar tirdzniecības reģ. tiesneša 1937. g. 15. janv. lēmumu:

- 1) līdzšinējā firma papildināta ar vārdu „likvidācija”;
2) atzīmēts, ka šīs sabiedrības likvidācijas komisijas sēdekļi atrodas Rīgā, Hanzas ielā 3;
3) ievesti šādi ieraksti:
a) šīs akciju sabiedrības akcionāru 1936. g. 15. nov. ārkārtējā vispārējā sapulcē ievēlēja likvidācijas komisija:
b) likvidatori: 1) Solomons Vovsijs, 2) Daniels Sūlmans, un 3) Nikolajs Joelsons;

Likvidācijas komisijas vārdā parakstās visi trīs likvidatori kopā. 31703g Rīgā, 1937. g. 15. janvārī.

Tirdzniecības tiesn. M. Grundulis, Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „B” ierakstītas firmas „Akc. sab. „Pirmā Rīgas apdrošināšanas sabiedrība dib. 1765. g.” (Rīgā, Valņu ielā 1) reģistra folijā 150, uz tirdzniecības reģ. tiesneša 1937. g. 14. janv. lēmuma pamata, ierakstīts:

Prokuristiem Teodoram Zebrovskim un Heinricham Ozolam katram atsevišķa pilnvarprokura izdota arī 1937. gadam ar noteikumu rīkoties pilnvaras robežās tikai kopīgi ar vienu valdes locekli. 31690g Rīgā, 1936. g. 14. janvārī.

Tirdzniecības tiesn. M. Grundulis, Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „B” 154. num. ierakstītas firmas „Sokolādes fabrikas akciju sabiedrība „Th. Riegeri” (Rīgā, Zala ielā 24) reģistra folijā, uz tirdzniecības reģ. tiesneša 1937. g. 15. janv. lēmuma pamata:

- a) ierakstīts, ka šīs firmas prokuristam Aleksandram Freimanim pilnvarprokura izdota arī 1937. gadam;
b) svītroti prokuristi Richards Talbergs un Guido Millers viņiem izdoto pilnvarprokūru derīguma laika izbeigšanas dēļ. Rīgā, 1937. g. 15. janv. 31681g Tirdzniecības tiesn. M. Grundulis, Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „B” ar reģistra 239. num. ierakstītas firmas „Baltijas stērķeļu fabrikas akciju sabiedrība” (Rīgā, L. Maskavas ielā 136) reģistra folijā, uz tirdzniecības reģ. tiesneša 1937. g. 13. janv. lēmuma pamata ierakstīts:

- a) ka pēc paziņojuma, sakarā ar namu numerācijas pārkārtojumu Rīgā, Elizabetes ielā, šīs sabas direktora-rikojtāja un valdes priekšsēdētāja Izraela Veinberga un valdes locekles Rozas Veinbergs dzīves vietas ir Rīgā, Elizabetes ielā 10-b, 11. dz.;
b) ka min. firmas pilnvarniekam Izraelim Veinbergam pilnvarprokura izdota 1937. g. 8. janvārī. 31697g Rīgā, 1937. g. 13. janvārī.

Tirdzniecības tiesn. M. Grundulis, Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „B” ar reģistra 243. num. ierakstīta firma „Tirdzniecības un rūpniecības akciju sabiedrība „G. J. Sereševskij” tabakas fabrika” (Rīgā, Brīvības ielā 92) 1937. g. 1. janvārī atvērusi Liepājā, Jūras ielā 23 tabakas preču tirgotavu.

Saskaņā ar tirdzniecības reģ. tiesneša 1937. g. 14. janv. lēmumu tas atzīmēts tirdzniecības reģistrā. 31701g Rīgā, 1936. g. 14. janvārī.

Tirdzniecības tiesn. M. Grundulis, Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1935. gada 8. jūnijā mirušā Mārtiņa Leduškas atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1091/37. 31370 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1920. gada 26. martā mirušā Jura Bērziņa atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 862/37. 31371 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1935. gada 28. augustā mirušā Kārļa Oša atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1088/37. 31375 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1935. gada 28. augustā mirušā Kārļa Oša atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1087/37. 31372 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1936. gada 19. augustā mirušā Johana (Jāņa) — Eduarda Jēkabsona (Jakobsona) atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1084/37. 31373 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1936. gada 19. augustā mirušā Johana (Jāņa) — Eduarda Jēkabsona (Jakobsona) atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1089/37. 31374 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1936. gada 23. oktobrī mirušā Mārtiņa Putniņa atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1092/37. 31376 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1936. gada 23. oktobrī mirušā Mārtiņa Putniņa atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1092/37. 31376 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1936. gada 23. oktobrī mirušā Mārtiņa Putniņa atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1092/37. 31376 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1936. gada 23. oktobrī mirušā Mārtiņa Putniņa atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1092/37. 31376 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1936. gada 23. oktobrī mirušā Mārtiņa Putniņa atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1092/37. 31376 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1936. gada 23. oktobrī mirušā Mārtiņa Putniņa atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1092/37. 31376 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas, saskaņā ar Valsts zemes bankas līgumu un pamatodlēmās uz savu š. g. 7. janvāra nolēmumu un Civilties. nolik. 1712. p. 2. pk., arī 1923. g. 17. marta lik. 3. p., uzaicina to personu, kurās rokās atrodas pirkuma-pārdevuma akts, koroborēts 1882. g. 31. maijā uz Ventspils apr. Dundagas pag. Dreķenieku mājām ar hip. 719/1812. num., nodrošinot pirkuma summas atlikumu 2660 c. rbl. ar kļu tiesībām uz minētām mājām un arī personas, kam būtu kādas tiesības uz minēto aktu, pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.” Ja minētā termiņā aktu neiesniedz jeb tiesības nepieteiks, tiesa atzīs parāda aktu par iznicinātu un Valsts zemes bankai dos tiesību prasīt hipotekas dzēšanu zemes grāmatās.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 350/37. 31172g Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631., 1710. un Privatlik. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam būtu kādas ierunas pret 1934. g. 7. aprīlī mirušās Annas Ozols, dzim. Valks, 1934. gada 15. februārī māsas kārtībā sastādīto testamentu vai prasījumi pret testatora mantojumu, pieteikt savus strīdus un prasījumus šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1088/37. 31375 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631., 1710. un Privatlik. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam būtu kādas ierunas pret 1934. g. 7. aprīlī mirušās Annas Ozols, dzim. Valks, 1934. gada 15. februārī māsas kārtībā sastādīto testamentu vai prasījumi pret testatora mantojumu, pieteikt savus strīdus un prasījumus šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1088/37. 31375 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631., 1710. un Privatlik. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam būtu kādas ierunas pret 1934. g. 7. aprīlī mirušās Annas Ozols, dzim. Valks, 1934. gada 15. februārī māsas kārtībā sastādīto testamentu vai prasījumi pret testatora mantojumu, pieteikt savus strīdus un prasījumus šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1088/37. 31375 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631., 1710. un Privatlik. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam būtu kādas ierunas pret 1934. g. 7. aprīlī mirušās Annas Ozols, dzim. Valks, 1934. gada 15. februārī māsas kārtībā sastādīto testamentu vai prasījumi pret testatora mantojumu, pieteikt savus strīdus un prasījumus šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1088/37. 31375 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631., 1710. un Privatlik. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam būtu kādas ierunas pret 1934. g. 7. aprīlī mirušās Annas Ozols, dzim. Valks, 1934. gada 15. februārī māsas kārtībā sastādīto testamentu vai prasījumi pret testatora mantojumu, pieteikt savus strīdus un prasījumus šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1088/37. 31375 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631., 1710. un Privatlik. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam būtu kādas ierunas pret 1934. g. 7. aprīlī mirušās Annas Ozols, dzim. Valks, 1934. gada 15. februārī māsas kārtībā sastādīto testamentu vai prasījumi pret testatora mantojumu, pieteikt savus strīdus un prasījumus šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1088/37. 31375 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631., 1710. un Privatlik. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam būtu kādas ierunas pret 1934. g. 7. aprīlī mirušās Annas Ozols, dzim. Valks, 1934. gada 15. februārī māsas kārtībā sastādīto testamentu vai prasījumi pret testatora mantojumu, pieteikt savus strīdus un prasījumus šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1088/37. 31375 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631., 1710. un Privatlik. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam būtu kādas ierunas pret 1934. g. 7. aprīlī mirušās Annas Ozols, dzim. Valks, 1934. gada 15. februārī māsas kārtībā sastādīto testamentu vai prasījumi pret testatora mantojumu, pieteikt savus strīdus un prasījumus šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī. L. 1088/37. 31375 Priekšsēd. v. A. Milenbachs, Sekretārs M. Devingtels.

Jelgavas apgabaltiesas uz Civilties. nolik. 1584., 1628., 1631., 1710. un Privatlik. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam būtu kādas ierunas pret 1934. g. 7. aprīlī mirušās Annas Ozols, dzim. Valks, 1934. gada 15. februārī māsas kārtībā sastādīto testamentu vai prasījumi pret testatora mantojumu, pieteikt savus strīdus un prasījumus šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.



**Daugavpils apgabalt. 3. civildod.** paziņo, ka 1935. g. 4. sept. mirušā Adama Jēkaba d. **Bulīna** 1935. g. 31. maijā sastādītais pagasttiesā testaments ar apgabaltiesas 1936. g. 24. oktobra lēmumu apstiprināts.

Daugavpils, 1937. g. 13. janv. 2618a/36. 31385g  
Priekšsēdētāja b. J. Dāvis.  
Sekretārs K. Ozoliņš.

**Daugavpils apgabalt. 3. civildod.** uz Civilproc. nolik. 397., 399., 401., 405., 413.—416. p. pamata Franču firmas Fabriques de Ressorts d'Horlogerie de Maladrie & Révigny (Sarrebūrgā) prasības lietā pret **Aleksandru Geringu** (Goehringa) par Ls 915,24, uzaicina atbildētāju **Aleksandru Geringu** (Goehringa), kura tuvāka dzīves vieta prasītājam nav zināma, 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.” paziņot miertiesnesim savu adresi Jelgavā vai norādīt Jelgavā dzīvojošo personu, kas pilnvarota saņemt uzaicinājumus uz tiesu un citus rakstus šī lietā. 100. 31392g  
Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī.  
Miertiesnesis (paraksts).

**Priekules-Vaiņodes iec. miertiesnesis,** pamatojoties uz Sodū lik. 33. un 239. p. izsludina, ka ar viņa 1936. g. 30. dec. tiesas pavēli, kurai ir likumīgā spēkā nākušas tiesas sprieduma nozīme, **Sofēris Otto-Verners Pavārs**, dzim. 1909. g. 11. janvārī Kursiņu pagastā, dzīv. Saldū, Skolas ielā 8, par **tirgošanas 1936. g. 28. sept. Ezeres gada tirgu ar cilvēku uzturam nederīgām desām** pēc Sodū lik. 236. p. 1. d. 26. un 57. p. sodīts ar Ls 10,— vai maksātnespējas gadījumā ar 3 dienām arestā.

Priekulē, 1937. g. 18. janv. 899. 31801g  
Miertiesnesis E. Hūns.

**Daugavpils, 1937. g. 13. janv. 384p/37. 31386g**  
Priekšsēdētāja b. J. Dāvis.  
Sekretārs v. (paraksts).

**Daugavpils apgabalt. 3. civildod.** paziņo, ka 1936. g. 9. martā mirušā Donata Zepa 1935. gada 3. aprīlī sastādītais pagasttiesas testaments ar apgabaltiesas 1936. g. 19. maijā lēmumu apstiprināts.

Daugavpils, 1937. g. 13. janv. 1733a/36. 31387g  
Priekšsēdētāja b. J. Dāvis.  
Sekretārs K. Ozoliņš.

**Daugavpils apgabalt. 3. civildod.** paziņo, ka 1936. g. 21. martā mirušā Kazmera Grecka 1936. gada 8. janv. sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1936. g. 17. nov. lēmumu apstiprināts.

Daugavpils, 1937. g. 13. janv. 2215a/36. 31388g  
Priekšsēdētāja b. J. Dāvis.  
Sekretārs K. Ozoliņš.

**Rīgas 6. iec. miertiesnesis** ar 1936. g. 17. dec. tiesas pavēli pārtikas preču tirgotavas **Rīgā, Slokas ielā 76 ipašnieku Juri Kance** par ar anilīna krāsu krāsotu makaronu turēšanu **tirdzniecībā savā pārtikas preču tirgotavā** pēc 8. okt. pēc Sodū lik. 234. p. sodīts ar 15 latiem vai nemaksas gadījumā ar 4 dienām arestā. Pavēle stājusies likumīgā spēkā.

Rīgā, 1937. g. 18. janvārī.  
Kr. 1440/36. 31793g  
Miertiesnesis J. Rorbachis.

**Rīgas 10. iec. miertiesnesis** ar 1936. g. 21. sept. spriedumu **Bojeslavu Puma**, dzīv. Baltāsmuižas ielā 8a, 8. dz. par **tirgošanu ar bojātām pārtikas preču veikalā, pēc Sodū lik. 236. p. 1. d. sodīts ar Ls 15,—** vai nemaksas gadījumā ar 5 dienām arestā. Spriedums stājusies likumīgā spēkā.

Rīgā, 1937. g. 16. janvārī.  
Kr. 1185. 31795g  
Miertiesneša v. (paraksts).

**Rīgas 10. iec. miertiesnesis** ar 1936. g. 12. nov. spriedumu **Valiju Smīts**, dzīv. Artilērijas ielā 43, par **tirgošanu ar bojātiem miltiem pārtikas preču veikalā, pēc Sodū lik. 236. p. 1. d. sodīts ar Ls 10,—** vai nemaksas gadījumā ar 3 dienām arestā. Spriedums stājusies likumīgā spēkā.

Rīgā, 1937. g. 18. janvārī.  
Kr. 1242. 31796g  
Miertiesneša v. (paraksts).

**Rīgas 16. iec. miertiesnesis** uz Civilproc. lik. 2011., 2014., 2019. p. pamata paziņo, ka pēc mir. **Leontīnes-Elīzes Šilepaps** ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu vai sakarā ar to tiesības kā mantiniekiem, legātāriem, fideikomissāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt tās minētām miertiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.”

1937. g. 12. janv. 52. 31470g  
Miertiesnesis K. Avenš.

**Daugavpils 4. iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu š. g. 11. janv. lēmumu, Civilproc. nolik. 1725. un 1727. p., un X sēj. 1. d. 1239. p., uzaicina 1934. gada 19. martā mirušā Jura Jura d. **Morkona** mantiniekus pieteikt savas mantojuma tiesības uz mantojumu, kas palicis Daugavpils apr. Liksnas pag.

Mantojuma tiesības jāpieteic pēc piekritības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”

1937. g. 12. janv. 52. 31470g  
Miertiesnesis K. Avenš.

**Daugavpils 4. iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu š. g. 11. janv. lēmumu, Civilproc. nolik. 1725. un 1727. p., un X sēj. 1. d. 1239. p., uzaicina 1934. gada 17. novembrī mirušā Antona Jāņa d. **Onkula** mantiniekus pieteikt savas mantojuma tiesības uz mantojumu, kas palicis Daugavpils apr. Līvānu pag.

Mantojuma tiesības jāpieteic pēc piekritības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”

1937. g. 12. janv. 50. 31471g  
Miertiesnesis K. Avenš.

dījumā ar 5 dienām arestā. **Piezīme: Hermanim Stirnam-Gutpelcim Jelgavā, Bisenieka ielā 20 ir maiznīca.** 31797g  
Jelgavā, 1937. g. 18. janvārī.  
Miertiesn. p. I. G. Odiņš.

**Jelgavas apr. iec. miertiesnesis** uz Civilproc. nolik. 74., 75., 399., 405., 413.—416. p. pamata Franču firmas Fabriques de Ressorts d'Horlogerie de Maladrie & Révigny (Sarrebūrgā) prasības lietā pret **Aleksandru Geringu** (Goehringa) par Ls 915,24, uzaicina atbildētāju **Aleksandru Geringu** (Goehringa), kura tuvāka dzīves vieta prasītājam nav zināma, 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.” paziņot miertiesnesim savu adresi Jelgavā vai norādīt Jelgavā dzīvojošo personu, kas pilnvarota saņemt uzaicinājumus uz tiesu un citus rakstus šī lietā. 100. 31392g  
Jelgavā, 1937. g. 13. janvārī.  
Miertiesnesis (paraksts).

**Priekules-Vaiņodes iec. miertiesnesis,** pamatojoties uz Sodū lik. 33. un 239. p. izsludina, ka ar viņa 1936. g. 30. dec. tiesas pavēli, kurai ir likumīgā spēkā nākušas tiesas sprieduma nozīme, **Sofēris Otto-Verners Pavārs**, dzim. 1909. g. 11. janvārī Kursiņu pagastā, dzīv. Saldū, Skolas ielā 8, par **tirgošanas 1936. g. 28. sept. Ezeres gada tirgu ar cilvēku uzturam nederīgām desām** pēc Sodū lik. 236. p. 1. d. 26. un 57. p. sodīts ar Ls 10,— vai maksātnespējas gadījumā ar 3 dienām arestā.

Priekulē, 1937. g. 18. janv. 899. 31801g  
Miertiesnesis E. Hūns.

**Daugavpils, 1937. g. 13. janv. 384p/37. 31386g**  
Priekšsēdētāja b. J. Dāvis.  
Sekretārs v. (paraksts).

**Daugavpils apgabalt. 3. civildod.** paziņo, ka 1936. g. 21. martā mirušā Kazmera Grecka 1936. gada 8. janv. sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1936. g. 17. nov. lēmumu apstiprināts.

Daugavpils, 1937. g. 13. janv. 2215a/36. 31388g  
Priekšsēdētāja b. J. Dāvis.  
Sekretārs K. Ozoliņš.

**Daugavpils apgabalt. 3. civildod.** paziņo, ka 1936. g. 9. martā mirušā Donata Zepa 1935. gada 3. aprīlī sastādītais pagasttiesas testaments ar apgabaltiesas 1936. g. 19. maijā lēmumu apstiprināts.

Daugavpils, 1937. g. 13. janv. 1733a/36. 31387g  
Priekšsēdētāja b. J. Dāvis.  
Sekretārs K. Ozoliņš.

**Daugavpils apgabalt. 3. civildod.** paziņo, ka 1936. g. 21. martā mirušā Kazmera Grecka 1936. gada 8. janv. sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1936. g. 17. nov. lēmumu apstiprināts.

Daugavpils, 1937. g. 13. janv. 2215a/36. 31388g  
Priekšsēdētāja b. J. Dāvis.  
Sekretārs K. Ozoliņš.

**Daugavpils apgabalt. 3. civildod.** paziņo, ka 1936. g. 21. martā mirušā Kazmera Grecka 1936. gada 8. janv. sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1936. g. 17. nov. lēmumu apstiprināts.

Daugavpils, 1937. g. 13. janv. 2215a/36. 31388g  
Priekšsēdētāja b. J. Dāvis.  
Sekretārs K. Ozoliņš.

**Daugavpils apgabalt. 3. civildod.** paziņo, ka 1936. g. 21. martā mirušā Kazmera Grecka 1936. gada 8. janv. sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1936. g. 17. nov. lēmumu apstiprināts.

Daugavpils, 1937. g. 13. janv. 2215a/36. 31388g  
Priekšsēdētāja b. J. Dāvis.  
Sekretārs K. Ozoliņš.

**Daugavpils apgabalt. 3. civildod.** paziņo, ka 1936. g. 21. martā mirušā Kazmera Grecka 1936. gada 8. janv. sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1936. g. 17. nov. lēmumu apstiprināts.

Daugavpils, 1937. g. 13. janv. 2215a/36. 31388g  
Priekšsēdētāja b. J. Dāvis.  
Sekretārs K. Ozoliņš.

**Daugavpils apgabalt. 3. civildod.** paziņo, ka 1936. g. 21. martā mirušā Kazmera Grecka 1936. gada 8. janv. sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1936. g. 17. nov. lēmumu apstiprināts.

Daugavpils, 1937. g. 13. janv. 2215a/36. 31388g  
Priekšsēdētāja b. J. Dāvis.  
Sekretārs K. Ozoliņš.

**Daugavpils apgabalt. 3. civildod.** paziņo, ka 1936. g. 21. martā mirušā Kazmera Grecka 1936. gada 8. janv. sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1936. g. 17. nov. lēmumu apstiprināts.

Daugavpils, 1937. g. 13. janv. 2215a/36. 31388g  
Priekšsēdētāja b. J. Dāvis.  
Sekretārs K. Ozoliņš.

**Daugavpils 4. iec. miertiesnesis** saskaņā ar savu š. g. 11. janv. lēmumu, Civilproc. nolik. 1725. un 1727. p., un X sēj. 1. d. 1239. p., uzaicina 1918. g. febr. mirušā **Annas Makušova**, dzim. Spītkina, mantiniekus pieteikt savas mantojuma tiesības uz mantojumu, kas palicis Daugavpils apr. Līvānu pag.

Mantojuma tiesības jāpieteic pēc piekritības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”

1937. g. 12. janv. 49. 31472g  
Miertiesnesis K. Avenš.

**Kārsavas iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu š. g. 12. janv. lēmumu, Civilproc. nolik. 1725. p., un Latgales Civillik. 1239. p., paziņo, ka 1914. g. 31. oktobrī mirušam **Donatam Mivriņikam**, Ludzas apr. Nautrēnu pag. Maigļu sādžā ir palicis mantojums un uzaicina visus, kam būtu uz šo mantojumu kādas tiesības, pieteikt tās minētām miertiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”

Kārsavā, 1937. g. 12. janvārī. 64c/37. 30904g  
Miertiesnesis A. Eiklons.

**Kārsavas iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu š. g. 12. janv. lēmumu, Civilproc. nolik. 1725. p., un Latgales Civillik. 1239. p., paziņo, ka 1931. g. 28. oktobrī mirušam **Joņam Stanislava d. Baibakam**, Ludzas apr. Kārsavas pag. Berževkas ciemā ir palicis mantojums un uzaicina visus, kam būtu uz šo mantojumu kādas tiesības, pieteikt tās minētām miertiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”

Kārsavā, 1937. g. 12. janvārī. 68c/37. 30905g  
Miertiesnesis A. Eiklons.

**Krāslavas 2. iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu 1937. g. 12. janv. lēmumu un Civilproc. nolik. 1725., 1727. p., un Latgales Civillik. 1239., 1241. p., paziņo, ka pēc 1930. g. 8. decembrī mirušā **Pētera Jāzepa d. Doida** ir palicis mantojums **Kapiņu pagastā Dirvanu sādžā** 3 viens., un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar to būtu kādas tiesības, pieteikt tās miertiesneša kamerā **Krāslavā**, 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.”

46. 31184g  
Krāslavā, 1937. g. 12. janvārī.  
Miertiesnesis J. Sūcis.

**Krāslavas 2. iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu 1937. g. 12. janv. lēmumu un Civilproc. nolik. 1725., 1727. p., un Latgales Civillik. 1239., 1241. p., paziņo, ka pēc 1934. g. 28. novembrī mirušā **Ignata Botora**, dzim. 1862. g. 2. oktobrī, ir palicis mantojums **Aglonas pagastā Botoru sādžā** 13 viens., un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar to būtu kādas tiesības, pieteikt tās miertiesneša kamerā **Krāslavā**, 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”

45. 31185g  
Krāslavā, 1937. g. 12. janvārī.  
Miertiesnesis J. Sūcis.

**Krāslavas 2. iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu 1937. g. 12. janv. lēmumu un Civilproc. nolik. 1725., 1727. p., un Latgales Civillik. 1239., 1241. p., paziņo, ka pēc 1928. g. 18. oktobrī mirušā **Denisa Jermolajeva d. Karpoņa** ir palicis mantojums **Kapiņu pagastā Ribačūku sādžā** 14 viens., un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar to būtu kādas tiesības, pieteikt tās miertiesneša kamerā **Krāslavā**, 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”

44. 31186g  
Krāslavā, 1937. g. 12. janvārī.  
Miertiesnesis J. Sūcis.

**Krustpils iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu 1937. g. 13. janv. lēmumu un Civilproc. nolik. 1725. p., un 1727. p., un Latgales Civillik. 1239. p., un 1241. p., paziņo, ka pēc 1913. g. jūlijā mēnesī mirušā **Pētera Daņilova** ir palicis mantojums **Vīpes pagastā Druku-Vecumā**, nekustams īpašums 18 ha zemes, un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar to būtu kādas tiesības, pieteikt tās miertiesneša kamerā, **Krustpilī**, 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”

46. 31494g  
Krustpilī, 1937. g. 13. janvārī.  
Miertiesnesis A. Bergmanis.

**Krustpils iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu 1937. g. 13. janv. lēmumu un Civilproc. nolik. 1725. p., un 1727. p., un Latgales Civillik. 1239. p., un 1241. p., paziņo, ka pēc 1931. g. 26. septembrī mirušā **Indriķa Kalniņa** ir palicis mantojums

**Krustpils pagasta Dzirkalu mājas**, kustama un nekustama manta, uzaicina visus, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar to būtu kādas tiesības pieteikt tās miertiesneša kamerā, **Krustpilī**, 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.”

42. 31495g  
Krustpilī, 1937. g. 13. janvārī.  
Miertiesnesis A. Bergmanis.

**Krustpils iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu 1937. g. 13. janv. lēmumu un Civilproc. nolik. 1725. p., un 1727. p., un Latgales Civillik. 1239. p., un 1241. p., paziņo, ka pēc 1904. g. 20. aprīlī mir. **Pētera Upe-Miglāna** un 1936. g. 19. dec. mir. **Līnas Upe-Miglāns** **Krustpils pagasta Grabžu m.**, atklāta kustama un nekustama manta, uzaicina visus, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar to būtu kādas tiesības pieteikt tās miertiesneša kamerā, **Krustpilī**, 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.”

45. 31496g  
Krustpilī, 1937. g. 13. janvārī.  
Miertiesn. A. Bergmanis.

**Maltas iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu 1937. g. 8. janv. lēmumu un pamatojoties uz Civilproc. nol. 1776.—1779. p., paziņo, ka **Aleksandrs Itkačs atsauc ģenerālpilvaru, ko viņš izdevis Antonam Itkačam** 1935. gada 29. maijā pie Cēsu notara **Jāņa Jurga** ar reģistra 1289. num. līdz ar visiem tālākpieminētajiem, kādi uz minētās pilnvaras pamata būtu izdarīti. C. 155/37 31490g  
1937. g. 15. janvārī.  
Miertiesnesis P. Platauskis.

**Preiļu iec. miertiesnesis**, pamatojoties uz Latgales Civillik. 1239. p. un Civilproc. nolik. 1725. un 1727. p., uzaicina 1926. gada 15. februārī mirušā **Jāņa Dronģa** mantiniekus 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.” pieteikt minētām miertiesnesim savas mantošanas tiesības uz netaisnā atstāto kustamo un nekustamo īpašumu. C. 83. 31465g  
Preiļos, 1937. g. 11. janvārī.  
Miertiesneša v. (paraksts).

**Preiļu iec. miertiesnesis**, pamatojoties uz Latgales Civillik. 1239. p. un Civilproc. nolik. 1725. un 1727. p., uzaicina 1930. gada 15. aprīlī mirušā **Pētera Dronģa** mantiniekus 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.” pieteikt minētām miertiesnesim savas mantošanas tiesības uz netaisnā atstāto kustamo un nekustamo īpašumu. C. 82/37. 31466g  
Preiļos, 1937. g. 11. janvārī.  
Miertiesneša v. (paraksts).

**Preiļu iec. miertiesnesis**, pamatojoties uz Latgales Civillik. 1239. p. un Civilproc. nolik. 1725. un 1727. p., uzaicina 1935. gada 27. novembrī mirušā **Augusta Mīrinika** mantiniekus 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.” pieteikt minētām miertiesnesim savas mantošanas tiesības uz netaisnā atstāto kustamo un nekustamo īpašumu. C. 108/37. 31464g  
Preiļos, 1937. g. 13. janvārī.  
C. 102/37. 31461g  
Miertiesneša v. (paraksts).

**Preiļu iec. miertiesnesis**, pamatojoties uz Latgales Civillik. 1239. p. un Civilproc. nolik. 1725. un 1727. p., uzaicina 1934. gada 2. septembrī mirušā **Jāņa Rubina** mantiniekus 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.” pieteikt minētām miertiesnesim savas mantošanas tiesības uz netaisnā atstāto kustamo un nekustamo īpašumu. C. 108/37. 31464g  
Preiļos, 1937. g. 13. janvārī.  
Miertiesneša v. (paraksts).

**Rēzeknes 2. iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu š. g. 13. janv. lēmumu un Civilproc. nolik. 1725. un 1727. p., un Civillik. X sēj. 1. d. 1239. p. pamata paziņo, ka pēc 1936. g. 18. aprīlī **Kaunatas pag. mirušā Kazimira Antona d. Batņa** ir palicis mantojums, kas atrodas **Kaunatas pag. Kromanu sādžā**, kamdēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar to būtu kādas tiesības kā mantiniekiem, pieteikt tās pēc piekritības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.”

38. 31187g  
Rēzeknē, 1937. g. 13. janvārī.  
Miertiesnesis N. Korics.

**Rēzeknes 2. iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu š. g. 13. janv. lēmumu un Civilproc. nolik. 1725. un 1727. p., un Civillik. X sēj. 1. d. 1239. p. pamata paziņo, ka pēc 1930. g. 26. aprīlī **Kaunatas pag. mirušās Annas Ignatā m. Pavlovskis**, dzim. Ratņiks, ir palicis mantojums, kas atrodas **Kaunatas pag. Sleinovas sādžā**, kamdēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar to būtu kādas tiesības kā mantiniekiem, pieteikt tās pēc piekritības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.”

36. 31188g  
Rēzeknē, 1937. g. 13. janvārī.  
Miertiesnesis N. Korics.

**Rēzeknes 2. iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu š. g. 13. janv. lēmumu un Civilproc. nolik. 1725. un 1727. p., un Civillik. X sēj. 1. d. 1239. p. pamata paziņo, ka pēc 1933. g. 4. jūlijā **Kaunatas pag. mirušā Kazimira Jēkaba d. Stakata** ir palicis mantojums, kas atrodas **Kaunatas pag. Dzelznieku mājās**, kamdēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar to būtu kādas tiesības kā mantiniekiem, pieteikt tās pēc piekritības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”

Rēzeknē, 1937. g. 13. janvārī. 37. 31189g  
Miertiesnesis N. Korics.

**Varakļānu iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu 1937. g. 8. janv. lēmumu, Civilproc. nolik. 1725. p., un 1727. p., kā arī Latgales Civillik. 1239. p., uzaicina 1930. gada 28. septembrī mirušā **Jāņa Jura d. Ivsiņa** mantiniekus pieteikt savas mantošanas tiesības augšminētam miertiesnesim uz netaisnā atstāto kustamo un nekustamo īpašumu, kas atrodas **Rēzeknes apr. Atašienes pag. Vaivodu mājās**, 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.” Pēc šī termiņa izbeigšanās pieteikumus nepieņem. 51/bl. 31190g  
Varakļānos, 1937. g. 12. janv. 52/bl. 31191g  
Miertiesneša v. R. Ulpe.

**Varakļānu iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu 1937. g. 8. janv. lēmumu, Civilproc. nolik. 1725. p., un 1727. p., kā arī Latgales Civillik. 1239. p., uzaicina 1915. gada 15. nov. mirušā **Antonā Franča d. Broka** mantiniekus pieteikt savas mantošanas tiesības augšminētam miertiesnesim uz netaisnā atstāto nekustamo īpašumu, kas atrodas **Rēzeknes apr. Varakļānu pagasta Tropiņu sādžā**, 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.” Pēc šī termiņa izbeigšanās nekādus pieteikumus nepieņem.

Varakļānos, 1937. g. 12. janv. 52/bl. 31191g  
Miertiesneša v. R. Ulpe.

**Vilāku iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu 1937. g. 12. janv. lēmumu un Civillik. (X sēj. 1. d.) 1239. p. un Civilproc. nol. 1725. p., uzaicina 1936. gada 15. aprīlī mirušā **Franča Povula d. Ivanovska** mantiniekus pieteikt minētām miertiesnesim savas mantošanas tiesības uz netaisnā atstāto mantību, kas atrodas **Jaunlatgales apriņķī Vilākas pagastā**.

Mantošanas tiesības jāpieteic 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.”

4/37. 30952g  
Vilākā, 1937. g. 12. janvārī.  
Miertiesnesis J. Gūtmanis.

**Vilāku iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu 1937. g. 12. janv. lēmumu un Civillik. (X sēj. 1. d.) 1239. p. un Civilproc. nol. 1725. p., uzaicina 1936. gada 15. aprīlī mirušā **Franča Povula d. Ivanovska** mantiniekus pieteikt minētām miertiesnesim savas mantošanas tiesības uz netaisnā atstāto mantību, kas atrodas **Jaunlatgales apriņķī Vilākas pagastā**.

Mantošanas tiesības jāpieteic 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.”

4/37. 30952g  
Vilākā, 1937. g. 12. janvārī.  
Miertiesnesis J. Gūtmanis.

**Vilāku iec. miertiesnesis**, saskaņā ar savu 1937. g. 12. janv. lēmumu un Civillik. (X sēj. 1. d.) 1239. p. un Civilproc. nol. 1725. p., uzaicina 1936. gada 15. aprīlī mirušā **Franča Povula d. Ivanovska** mantiniekus pieteikt minētām miertiesnesim savas mantošanas tiesības uz netaisnā atstāto mantību, kas atrodas **Jaunlatgales apriņķī Vilākas pagastā**.

Mantošanas tiesības jāpieteic 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.”

4/37. 30952g  
Vilākā, 1937. g. 12. janvārī.  
Miertiesnesis J. Gūtmanis.

**Vilāku**



Rīgas apgabalt. 6. iec. tiesu izpildītājs J. Lācis paziņo, ka 1937. g. 29. janvārī, plkst. 10, Rīgā, Gertrūdes ielā 19/21, Gdaliņa Dolgopolska ietā pārdos Adolfa un Dīnas Perevoskis mēbeles un citas, novērtētas par Ls 350.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. 31951

Rīgā, 1937. g. 14. janvārī.

Tiesu izpildītājs J. Lācis.

Rīgas apgabalt. 6. iec. tiesu izpildītājs J. Lācis paziņo, ka 1937. g. 29. janvārī, plkst. 10, Rīgā, Bārņu tiesā Marijas Vents u. c. lietās pārdos mir. Ivana Lvova mant. masas obligāciju, novērtētu par Ls 2935.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. 31952

Rīgā, 1937. g. 15. janvārī.

Tiesu izpildītājs J. Lācis.

Rīgas apgabaltiesas 9. iec. tiesu izpildītājs V. Strauss, Rīgā, Mūrnieku ielā 12, 3. dz., paziņo, ka 1937. g. 4. februārī, plkst. 10, Rīgā, Sadovņikova ielā 39, 1. dz., pārdos Annas Melierovičs I pianīno, novērtētu par Ls 400.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. 31834

Rīgā, 1937. g. 16. janvārī.

Tiesu izpild. V. Strauss.

Rīgas apgabalt. 11. iec. tiesu izpildītājs O. Jurka paziņo, ka 1937. g. 29. janvārī, plkst. 10, Rīgā, Gertrūdes ielā 72, 2. dz., pārdos Jāņa Vēvera mebeles, novērtētas par Ls 400.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. 31940

Rīgā, 1937. g. 13. janv.

Tiesu izpild. O. Jurka.

Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 1. iec. tiesu izpild. K. Riekstis (kanceļa Rīgā, Brīvības ielā 85, 9. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas aizdevuma Ls 9340.— nenomaksāto termiņmaksu piedziņai 1937. g. 24. jūlijā, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Kārļa Ozoliņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Madlienas pag. un ierakstīta zemes grāmatu reģ. 4213. num. un sastāv no Vērenes muižas muižu zemes atdalītā zemes gabala „Jaunā māja 19F”, 48,47 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība — 9000.—;

3) tai ir hipoteku parādi Ls 10000.—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 900.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļijā. 31835

Rīgā, 1937. g. 4. janvārī.

Tiesu izpild. K. Riekstis.

Rīgas apgab. Rīgas apr. 1. iec. tiesu izpildītājs K. Riekstis (kanceļa Rīgā, Brīvības ielā 85, 9. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas aizdevuma Ls 4490.— nenomaksāto termiņmaksu piedziņai 1937. g. 24. jūlijā, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Elvīras-Terezē Kārklīņš nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Mēģeles pag., ierakstīta zemes grāmatu reģ. 1758. num. un sastāv no Mēģeles muižas atdalītām „Liel-Sņikeru” mājām, 39,83 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 4000.—;

3) tai ir hipoteku parādi Ls 7600.—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 400.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērs, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļijā. 31836

Rīgā, 1937. g. 4. janvārī.

Tiesu izpild. K. Riekstis.

Rīgas apgabalt. Cēsu apr. tiesu izpildītājs H. Birkhāns (kanceļa, Cēsis, Dārza ielā 30), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280 līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas, 2) Varakļānu krājaizdevu sabiedrības, 3) Līnu apstrādāšanas biedrības „Šķiedra”, un 4) Latvijas bankas Rēzeknes nodaļas Ls 6525,89 ar proc. un izdev. prasību piedziņai 1937. g. 24. aprīlī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 2. publiskā izsolē Reīna, Adolfa un Elmara Bruku nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Cēsu apr. Taurenas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistra 428. num. un sastāv no „Kalna-Urbīnu” mājām, 79,25. deset. kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 13.214.—;

3) tai ir hipoteku parādi Ls 16.500.—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 1321,40 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļijā. 31837

Cēsis, 1937. g. 11. janvārī.

Tiesu izpild. H. Birkhāns.

Jelgavas apgabaltiesas Jelgavas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs Gotfrīds Freigāngs (kanceļa Jelgavā, Annas ielā 7, 2. dz.) paziņo, ka:

1) Mir. Viļuma Jaunģerķena mantojuma masas prasības piedziņai no Jāņa-Arvida Lāča 1937. g. 10. novembrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē pārdos Jānim-Arvidam Lācim piederošo vienu trešo daļu no Jelgavas apr. Bukaišu pag. Bukaišu muižas Krievaiņu mājām ar hip. 658. num.;

2) nekustamā manta izsolei pilnā sastāvā novērtēta par Ls 18.800.—;

3) nekustamai mantai pilnā sastāvā ir 3669 cara rbl., bet pārdodamai ideālai daļai ir Ls 457,20 ar proc. hipoteku parādu;

4) solītaj. jāiemaksā Ls 626,70 drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu, un

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas Bauskas zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs pārdošanu, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kanceļijā. 31227

Jelgavā, 1937. g. 14. janvārī.

Tiesu izpild. G. Freigāngs.

Jelgavas apgabalt. Ventspils apr. tiesu izpild. Jānis Daile (kanceļa Ventspilī, Kuģinieku ielā 7) paziņo, ka:

1) Vēras - Lidiņas Dāvids prasības piedziņai no Jāņa Dāvida 1937. g. 24. februārī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sešu zālē pārdos 2. publiskā izsolē Jānim Dāvidam pilnā sastāvā piederošo nekustamo mantu ar nosaukumu „Līpenes - Ozolkalni”, kas atrodas Ventspils apr. Sarkanmuižas pagastā, ar zemesgrām. reģ. 5169. num., 6,02 ha kopplatībā;

2) nekustamā manta, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1262. p., novērtēta par Ls 130.—;

3) nekustamā manta apgrūtināta ar hipoteku parādiem par Ls 2000.— ar proc.;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda Ls 13.— un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecinājums, ka atļauts iegūt pārdodamo nekustamo mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Ventspils zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Ventspils apr. tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kanceļijā. 31898

Ventspilī, 1937. g. 15. janvārī.

Tiesu izpildītājs J. Daile.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals (kanceļa Balvos, Turgus ielā 7), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Rēzeknes nodaļas Ls 672.— ar proc. prasības piedziņai 1937. g. 22. maijā, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 2. publiskā izsolē Augustas Josifa d. Logina nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Viļakas pag. Bachmutovas sādžas robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 6666. num. un sastāv no Bachmutovas sādžas zemes 8. viensētas, 8,561 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 1538.—;

3) tai ir hipoteku parāds Ls 1600.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 153,80 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļijā. 31913

Balvos, 1937. g. 15. janvārī.

Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals (kanceļa Balvos, Turgus ielā 7), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Daugavpils ebreju krājaizdevu sabiedrības un Nosona Meeroviča Ls 1244,50 ar proc. prasības piedziņai 1937. gada 22. maijā, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 2. publiskā izsolē Arona Jankela dēla Gureviča nekustamo mantu, kas atrodas Jaunlatgales apr. Viļakas bieži apdzīv. vietā, Balvu ielā 10, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 7718. num. un sastāv no tiesībām uz ideālo pusi no 3. F zemes gabala Balvu ielā 10, 893 kv. m kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 3000.—;

3) tai nav hipoteku parādu, bet uz tiesas lēmuma pamata uz nekustamās mantas pilnā sastāvā ieviesta atzīme par 1 Rīgas amatnieku un sikriņu krājaizdevu sab. prasības nodrošināšanu Ls 4000.— apmērā;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 300.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļijā. 31916

Balvos, 1937. g. 15. janvārī.

L. № 286, 767. 31916r

Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabaltiesas Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals (kanceļa Balvos, Turgus ielā 7), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas un Zofijas Grodņas Ls 1273,41 ar proc. prasības piedziņai 1937. g. 22. maijā, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zālē pārdos 2. publiskā izsolē Jāņa Meikula d. Salmana nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Balvu pag. Eglukalna sādžas robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 2276. num. un sastāv no Eglukalna sādžas zemes 4. viensētas, 22,476 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 2600.—;

3) tai ir hipoteku parāds Ls 1400.— Latvijas bankai un

Ls 148,60 Nodokļu departamentam ar proc. un izdev.;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 260.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērs, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļijā.

Balvos, 1937. g. 15. janvārī. 77, 294 31918

Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpildītāja v. i. J. Rudzītis (kanceļa Kārsavā, Vienības ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Rēzeknes nodaļas prasības Ls 670.— ar proc. un cit. izdevumiem piedziņai 1937. gada 24. jūlijā, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē mir. Andreja Pavila d. Sijagina nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Baltinavas pag. Jabolovas folvarka zemes robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 8270. num. un sastāv no 2. viensētas, 25,430 ha platībā;

2) nekustamā manta novērtēta par Ls 5500.—;

3) tai nav hipoteku parāda;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērs, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļijā. 31574

Kārsavā, 1937. g. 16. janvārī.

Tiesu izp. v. i. J. Rudzītis.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpildītāja v. i. J. Rudzītis (kanceļa Kārsavā, Vienības ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. prasības Ls 907,41 ar termiņmaksājumiem un cit. izdevumiem piedziņai 1937. g. 24. jūlijā, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa Antona d. Boldana nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Baltinavas pag. Ausulovas (Avsolovas) sādžas zemes robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 2045. num. un sastāv no 12. viensētas, 19,702 ha platībā;

2) nekustamā manta novērtēta par Ls 1300.—;

3) tai ir hipoteku parāds Ls 1400.—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļijā. 31575

Kārsavā, 1937. g. 16. janvārī.

Tiesu izp. v. i. J. Rudzītis.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpildītāja v. i. J. Rudzītis (kanceļa Kārsavā, Vienības ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Rēzeknes nodaļas prasības Ls 665.— ar proc. un cit. izdevumiem piedziņai 1937. gada 24. jūlijā, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Ludviga Jāņa d. Circana nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Šķilbēnu

pag. Cilpinas sādžas zemes robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 4787. num. un sastāv no 17. viensētas, 3,077 ha platībā;

2) nekustamā manta novērtēta par Ls 550.—;

3) tai ir hipoteku parāds Ls 600.—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 55.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļijā. 31578

Kārsavā, 1937. g. 16. janvārī.

Tiesu izp. v. i. J. Rudzītis.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpildītāja v. i. J. Rudzītis (kanceļa Kārsavā, Vienības ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Rēzeknes nodaļas prasības Ls 1280.— ar termiņmaksājumiem un cit. izdevumiem piedziņai 1937. gada 24. jūlijā, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sešu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Vikentija Alekseja d. Zelča nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Baltinavas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģ. 4311. num. un sastāv no 922. F zemes gabala ar nosaukumu „Birzes”, 12,38 ha platībā;

2) nekustamā manta novērtēta par Ls 1300.—;

3) tai ir hipoteku parāds Ls 2300.—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļijā. 31579

Kārsavā, 1937. g. 16. janvārī.

Tiesu izpild. v. i. J. Rudzītis.

Daugavpils apgabalt. Krustpils iec. tiesu izpild. Pēteris Dauge (kanceļa Krustpīlī, Rīgas ielā 202), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:



**Daugavpils apgabaltiesas Zilupes iec. tiesu izpild. K. Projumis** (kanceļa Zilupē, Pasta ielā 37), saskaņā ar Civilprocl. nolik. 1283. līdz 1290. p., paziņo, ka:

1) Ernesta Bensona prasības piedziņai 1937. gada 24. aprīlī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos 2. publiskā izsolē Mičaila Jēkaba d. Kovalenoka nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Ludzas apr. Pasienes pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistra 12763. num. un sastāv no Mazie Ploskije sādžas zemes 2. viens., 4.436 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 653.—;

3) tai ir hipoteku parāds Ls 621,97 Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 65,30 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas — Jaunlatgales zemesgrāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļijā.

Zilupē, 1937. g. 12. janvārī. L. 193/36. 31735g.

Tiesu izpild. K. Projumis.

**Daugavpils apgabaltiesas Zilupes iec. tiesu izpild. K. Projumis** (kanceļa Zilupē, Pasta ielā 37), saskaņā ar Civilprocl. nolik. 1283. līdz 1290. p., paziņo, ka:

1) Brigu pagasta valdes prasības piedziņai 1937. g. 24. apr., plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Aleksandra, Paraskovas, Alekseja, Pachoniļa Mirona b. un Jevdokijas Sīmaņa m. Smutovs nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Ludzas apr. Brigu pagastā, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 16638. num. un sastāv no Opulu sādžas zemes 34. vienšētas, 21,016 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1020.—;

3) tai ir hipoteku parāds Ls 700.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 102.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas — Jaunlatgales zemesgrāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļijā.

Zilupē, 1937. g. 18. janvārī. L. 485/37. 31737g.

Tiesu izpild. K. Projumis.

**Daugavpils apgabaltiesas Zilupes iec. tiesu izpild. K. Projumis** (kanceļa Zilupē, Pasta ielā 37), saskaņā ar Civilprocl. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Ernesta Bensona prasības piedziņai 1937. gada 7. augustā, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Feodora Senjona d. Greidana nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Ludzas apr. Istras pagastā, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 7565. num. un sastāv no 146 F zemes gab. ar nosaukumu „Zaļās plavas”, 18,73 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 2277.—;

3) tai ir hipoteku parāds Ls 1470.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 227,70 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas — Jaunlatgales zemesgrāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanceļijā.

Zilupē, 1937. g. 12. janvārī. L. 140/36. 31736g.

Tiesu izpild. K. Projumis.

**Citu testāšu sludinājumi.**

**PAZIŅOJUMS.**

1937. g. 11. janvārī finanču ministrs apstiprinājis Koku tirdzniecības paju sabiedrības „Standartwood” statutu 7. panta grozījumus, saskaņā ar ko sabiedrība izlaiž 600 jaunus otrā izlaiduma paju, pa Ls 100 katru, kopsummā par Ls 60.000 nominalvērtībā, sastādot tāda kārtā Ls 80.000 lielu pamatkapitālu, kas sadalās 800 pajos pa Ls 100.— katrs.

Paju jaunizlaidumam finanču ministrs apstiprinājis sekojošus noteikumus:

1. Sabiedrība izlaiž 600 jaunus otrā izlaiduma paju, pa Ls 100.— katru, kopsummā par Ls 60.000.— nominalvērtībā.

2. Paju ieguvējiem vispārīgiem noteikumiem jāiemaksā pie katra paja Ls 1.— liela premija, kas pieskaitāma rezerves kapitālam.

3. Iepriekšēja izlaiduma paju īpašnieki bauda priekšrocības tiesības uz jaunu paju iegūšanu, samēra ar viņiem piederošo paju skaitu 3 mēnešu laikā pēc jaunā izlaiduma apstiprināšanas dienas.

4. Ja veco paju īpašnieki savas priekšrocības tiesības iepriekšējā pantā noteiktā laikā neizmanto, tad paji piedāvājami tālāko 2 mēnešu laikā veciem paju īpašniekiem bez kādiem ierobežojumiem skaita ziņā.

5. Ja arī otrā parakstīšanas laikā vecie paju īpašnieki uz visiem jaunajiem pajiem neparakstītos, valde atklāj publisku parakstīšanos uz pārpalikušajiem pajiem.

6. Parakstīties uz pajiem, jāiemaksā par katru paju 50% to nominalvērtības, bet atlikums — valdes noteiktos termiņos un apmēros.

7. Visiem pajiem jābūt sadalītiem paju ieguvēju starpā 6 mēnešu laikā un pilnīgi apmaksāti ne vēlāk kā 1 gada laikā pēc jaunā izlaiduma apstiprināšanas dienas. 31823r

8. Jaunie paji piedalās dividendē ar 1937. g. 1. janvārī.

9. Parakstīšanos uz pajiem pieņem sabiedrības valde Rīgā, Jēkaba ielā 24. 4. a. dz.

Tirdzn. nod. vad. v. R. Bērziņš.

Revidents A. Martinsons.

**Nodokļu departamenta nodokļu piedziņējs paziņo, ka 1937. g. 28. janvārī, plkst. 11, Rīgā, Jūmaras ielā 28, laborat. pārdos vairāksolišanā Frīdriha Bērziņa dažādas mantas, novērtētas par Ls 220.—, viņa 1936. g. proc. pelņas nodokļa piedzišanai. 31949r**

Rīgā, 1937. g. 11. janvārī.

Nodokļu piedz. E. Birke.

**Nodokļu departamenta nodokļu piedziņējs paziņo, ka 1937. g. 28. janvārī, plkst. 11, Rīgā, Avotu ielā 4, 14. dz., pārdos vairāksolišanā Zalmana Nomiņa kartonažas darbnīcas mašīnas un galdu, novērtēti par Ls 377.—, viņa dažādu nodokļu parāda piedzišanai. 31949r**

Rīgā, 1937. g. 11. janvārī.

Nodokļu piedz. E. Birke.

**Nodokļu departamenta nodokļu piedziņējs paziņo, ka 1937. g. 28. janvārī, plkst. 11, Rīgā, Raiņa bulv. 17, 10. dz., pārdos vairāksolišanā Pēterja Ozoliņa mantas, novērtētas par Ls 3100.—, viņa dažādu nodokļu parāda piedzišanai. 31935**

Rīgā, 1937. g. 19. janvārī.

Nodokļu piedz. J. Cimurs.

**Nodokļu depart. nodokļu piedziņējs paziņo, ka 1937. gada 29. janvārī, plkst. 11, Rīgā, Merkļa ielā 12, 11. dz., pārdos vairāksolišanā Arvida un Lucijas Rencis viesnīcas gultas drēbes un mēbeles, novērtētas par Ls 776.—, viņu dažādu nodokļu parāda piedzišanai. 31948r**

Rīgā, 1937. g. 18. janvārī.

Nodokļu piedz. E. Birke.

**Nodokļu departamenta nodokļu piedziņējs paziņo, ka 1937. g. 30. janvārī, plkst. 12, Rīgā, Tērbatas ielā 42, veikala, pārdos vairāksolišanā Rozas Bodņevs mēbeles, novērtētas par Ls 3000.—, viņas dažādu nodokļu parāda piedzišanai.**

Rīgā, 1937. g. 20. janv. 31934

Nod. piedz. A. Lavrovskis.

**Dzelzceļu aizsargu pulks izsludina par nederīgām nozaudētās šī pulka izdotās: 1) aizsardzes personas 2276. aplieciņu, kas 1935. g. 30. oktobrī izdota Agraļi Apšitis, un 2) aizsargu dienesta 709. aplieciņu, kas 1932. g. 17. sept. izdota Aleksandram Lapko. 31725r**

**Kara ministr. Apgādes pārvalde**

1937. g. 1. februārī, plkst. 11,

iegādās rakstiskā izsolē

- 1) dažādas pneimatiskas riepas 36 gab.
- 2) dažādas riepu kameras 38 gab.

Piedāvājumi jānodrošina ar 5% no piedāvājuma summas. Izsolē noturēs Rīgā, Valdemāra ielā 10/12, 1. dz., izsoļu telpās. Tuvāki nosacījumi finanču daļā. L 5408 31858

**Rīgas pils. Uzņēmumu valde**

izdos rakstiskā sacensībā:

- 1) 2000 pāru brezenta cimdu un
- 2) 5000 m ņeta novadcauruļu piegādes.

Noteikumi saņemami Uzņēmumu valdē, Zigfr. Meierovica bulv. 3, 14. istabā.

Piedāvājumi jāiesniedz turpat 2. istabā, līdz š. g. 29. janvārim, plkst. 11. L 5396 31856

**Rīgas pilsētas būvju valdes satiksmes direkcija**

izsludina rakstisku sacensību uz

- 5000 tek. m NKBar kabeļa
- 500 tek. m vienvadīga kabeļa 300 mm<sup>2</sup> un
- 6000 kg. vara ielu dzelzceļu kontaktvada

piegādi.

Rakstiski piedāvājumi, apmaksāti ar vajadzīgu zīmognodevu, slēgtās aploksnēs, jāiesniedz līdz 1937. g. 10. februārim, plkst. 12, Rīgas pilsētas būvju valdes sekretariātā, Kēniņu ielā 5, 99. ist., ar uzrakstu: „Kābeļu un kontaktvads, 1937. 10. febr.,” iepriekš uzrādot kvīti par pilsētas kasē iemaksāto drošības naudu.

Techniskie un piegādes noteikumi saņemami Rīgas pilsētas būvju valdes satiksmes direkcijas materiālu nozarē, Brīvības ielā 179, 18. ist. L 5404 31857

**Rīgas prefekt. 1. iec. priekšn.** paziņo, ka 1937. g. 5. februārī, plkst. 10, Rīgā, Kaļķu ielā 15, 13. Rīgas kop. darbin. slimo kases pras. piedziņas lietā pārdos atklātā vairāksolišanā 1 firmas „Ratemanis un R. Arnals” 1 zīmognomarku apmaksāšanas mašīnu, firmas „Taxograph”, kas novērtēta par Ls 530.—.

Pārdodamās mantas apskatāmas izsoles dienā un laikā uz vietas.

Rīgā, 1937. g. 20. janvārī. 14655/36. 31843r

I. iec. priekšn. Eltermanis.

**Rīgas prefekt. 2. iec. priekšn.** paziņo, ka 1937. g. 29. janvārī, plkst. 10, Rīgā, Elizabetes ielā 51 (kafejn.), Tirdzniecības darbnīku slimo kases piedziņas lietā pārdos atklātā vairāksolišanā kafējnīcas Rokoko, ipašn. Jerochima Gurviča un Leo Karapetjancis 60 kafējnīcas galdu un 100 ozola koka krēslus, kas novērtēti par Ls 753.—.

Pārdodamās mantas apskatāmas izsoles dienā un laikā uz vietas.

Rīgā, 1937. g. 20. janvārī. 14655/36. 31843r

I. iec. priekšn. Eltermanis.

**Polijas konsulats Rīgā** izsludina Polijas pavalstnieces Mariannas Pawlicas Polijas pasi № B. P. 7/389, izdotu no Bilgorajais apr. priekšn. 1936. gada 4. maijā, par nozaudētu un nederīgu. 31673r

**Artillerijas laboratorija** izsludina par nederīgu nozaudēto 3990. pers. aplieciņu, kas 1936. g. 30. septembrī izdota strādniekam Fricim Goldbergam.

15. Liepājas aizsargu pulka komand., izsludina par nozaudētu un nederīgu 722/A aplieciņu, ko viņš 1935. g. 28. maijā izdevīs Krotas pag. aizsardzību pulc. priekšnieci Marijai Vārna. 31707r

**Gulbonis pils. valde** izsludina par nederīgu 138931. darba grāmatīgu, ko Rīgas pils. valdes darbā nodaļa izdevusi Kazimīram Melko. 31539r

**Jelgavas pilsētas valde** izsludina par nederīgu nozaudēto 409. darba grāmatīgu, ko Zvirgzdenes pag. valde 1933. gada 28. aprīlī izdevusi Vincam Budrēvičam. 31706r

**Dzelzceļu polic. Jelgavas iec. priekšn.** izsludina par nederīgu nozaudēto 28585. karaklausības aplieciņu, ko Rīgas kara apr. priekšn. 1932. g. 1. septembrī izdevīs Mārtiņam Fosam.

**Liepājas pref. 2. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu nozaudēto karaklausības 5488. aplieciņu, ko Aizputes-Kuldīgas kara apr. priekšn. 1929. g. 4. sept. izdevīs Herbertam-Gabrielam Silim, dzim. 1896. g., ka nederīgam kara dienestam. 31709g

**Rendas virsmēzniecība** izsludina par nederīgām nozaudētās šī pulka izdotās: 1) mežzinim Kārlim Haverdam 1922. g. 30. jūnijā ar 86. num., un 2) mežsargam Fricim Jāvaldam 1925. gada 4. aprīlī ar 3949. num.

**Sabiles pils. valde** izsludina par nederīgu Madomas pils. valdes 1936. g. 22. jūlijā Tovjam Krūmeram izdotu 223/31423 zirga pasi, kas 1936. g. septembrī pārrakstīta Adamam Kraučam. 31542g

**Skrundas pasta un telegrafa kantoris** izsludina par nederīgu nozaudēto radiofona abonementa 66. atļauju, kas 1932. g. 17. dec izdota Skrundas pag. 6 kl. pamatskolai. 31722r

**Ventspils apr. priekšnieks** izsludina par nederīgām Latvijas iekšz. pases: 1) ser. CT 012717/1614, ko Ugāles pag. valde 1929. gada 10. jūlijā izdevusi Emīlijai Plācis, un 2) ser. CT 018623/15520, ko Ventspils apr. polic. 1. iec. priekšn. 1933. g. 18. aug. un 3) karaklausības 5715. aplieciņu, ko Daugavgrīvas artil. pulka komand. 1926. g. 29. aug. izdevusi Frīdriham-Vilhelmam Gleimanim. 30603g

**Ventspils apr. polic. 2. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu nozaudēto nezināmas iestādes izdoto 12 g. v. baltas ķēves pasi, kas pēdējo reizi pārrakstīta Ugāles pag. Kažoku mājās dzīv. Jānim Sternam. 30602g

**Vidsmuilzas pag. valde** izsludina par nederīgām nozaudētās šīs pag. valdes izdotās: 1) Latvijas iekšz. pasi ser. NK 012599/596, kas 1927. g. 5. XI izdota Jemeljanam Kononovam un 2) 34726/720. zirga pasi, kas 1926. g. 8. IV izdota Jānim Arklīnam un pārrakstīta Mateismam Briškam. 30399g

**Virbu pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. PL № 005639/1229, ko šī pag. valde 1928. g. 21. jūnijā izdevusi Zanim Medisonam. 30270g

**Dažādi sludinājumi.**

**Krājaizdevu sabiedrības** pie Latvijas kredītiestāžu darbnīcu savienības

kārt. pilna biedru sapulce

1937. g. 6. februārī, plkst. 15, Rīgā, Merkļa ielā 21, 1. dz.

Dienas kārtība:

- 1) Sapulces vadītāja ievēlēšana;
- 2) protokolu nolasišana;
- 3) 1936. g. pārskats;
- 4) 1937. g. budžets;
- 5) procentu likmju noteikšana;
- 6) maksimālo paju noteikšana;
- 7) maksimālo aizdevumu noteikšana;
- 8) vēlēšanas;
- 9) apvienošanās ar līdzīgu krājaizdevu sabiedrību;
- 10) pieteikumi;
- 11) paziņojumi un pieprasījumi.

Gādījuma, ja šī pilnā biedru sapulcē neierastos vajadzīgais biedru skaits, tad otrā pilnā biedru sapulcē notiks 1937. g. 8. februārī, plkst. 18, turpat ar to pašu dienas kārtību, kurā būs pilntiesīga neatkarīgi no ierādusos biedru skaita. 31839r

Valde.

**Aptieku ievēribai!**

pēc apvienošanas ar Rīgas sīkražotāju slimo kasi (sk. „Vald. Vēstn.” 1936. g. 292. num.), paziņo:

1) piemaksas par zālēm bij. Rīgas sīkražotāju slimo kases dalībniekiem un vītu zīmes locekļiem, kādas pastāvēja līdz 1936. g. 31. decembrim; paliek spēkā līdz turpmākam slimo kases pārvaldes rīkojumam, un

2) rēķini par Rīgas pagaidu strādnieku slimo kases dalībniekiem un ģim. locekļiem izsniegtām zālēm jāstāda par pagaidu darbu strādniekiem atsevišķi un par sīkražotājiem un mājās ņemtu darbu strādniekiem (bij. Rīgas sīkražot. slimo kases dalīb. un ģim. loc.) atsevišķi. 31840r

Rīgas pagaidu strādnieku slimo kase.

**Pie atsev. tirdzn. un rūpniec. uzņēmumu darbnīku slimo kases nodarbināto ārstu palīdzības biedrība** sasauca:

1. trešdien, 1937. g. 27. janvārī, plkst. 21, Stabu ielā 23.

DELEGATU SAPULCI.

Dienas kārtība:

- 1) Valdes ziņojumi par darbību 1935./36. gadā;
- 2) darbības plans 1937. gadam;
- 3) revīzijas komisijas ziņojumi;
- 4) valdes priekšlikumi pilnai sapulcei;
- 5) dažādi jautājumi.

2. trešdien, 1937. g. 10. februārī, plkst. 21, Stabu ielā 23.

PILNU BIEDRU SAPULCI.

Dienas kārtība:

- 1) Valdes un delegātu sapulces ziņojumi par darbību 1935./36. gadā;
- 2) darbības plans 1937. gadam;
- 3) revīzijas komisijas ziņojumi;
- 4) valdes priekšlikumi 1937. g. darbībai;
- 5) delegātu sapulces biedru vēlēšanas;
- 6) dažādi jautājumi. 31942r

Valde.

**Maksātspējīgā parādnīca Aleksandra Naumova kreditori** tiek uzaicināti uz

KREDITORU SAPULCI

š. g. 3. februārī, plkst. 17, Rīgā, Brīvības ielā 21, 2. dz., pie zv. adv. A. Bočagova.

Dienas kārtība:

- 1) Zvērināta aizgādņa ziņojums;
- 2) visuma aprēķins;
- 3) zvērināta aizgādņa atalgojums; 31731r
- 4) konkursa valdes ievēlēšana;
- 5) jautājumi un priekšlikumi.

Zvēr. aizgādnis, zvēr. adv. A. Bočagovs.

**Tirdzniec. un rūpniec. akc. sab. „Brāļi Berkovičs”**

valde

uzaicina sabiedrības akcionarus uz

ārkārt. akc. pilno sapulci,

1937. g. 13. februārī, sabiedrības telpās, Rīgā, Merkļa ielā 1.

Dienas kārtība:

- 1) Sapulces amata personu vēlēšana;</